

Commune de Tavernes

Plan Local d'Urbanisme



**Modification n°1 de droit commun
Dossier administratif d'enquête
N°E25000079 / 83
Du 3 novembre 2025 au 5 décembre 2025**

Article R123-8 du code de l'environnement

Révision n°1 **approuvée** par délibération du 3 décembre 2019
Modification n°1 de droit commun **prescrite** par délibération du 17 février 2025



Sommaire

1	Composition du dossier d'enquête	3
2	Projet soumis à enquête publique	4
2.1	Coordonnées.....	4
2.2	Objet de l'enquête publique	4
2.3	Pièces du PLU modifiées	4
2.4	Rapport sur les incidences environnementales et résumé non technique.....	5
3	Insertion de l'enquête publique sur la procédure	6
3.1	Les étapes de la procédure	6
3.2	Délibération du conseil municipal prescrivant la procédure.....	7
4	Décision de l'autorité environnementale.....	12
5	Bilan de la concertation du public.....	15
6	Avis des Personnes Publiques Associées	16
6.1	Notification des Personnes Publiques Associées	16
6.2	Avis des Personnes Publiques Associées.....	17
6.3	Réponse de la commune aux avis des Personnes Publiques Associées	30
7	Décision du tribunal administratif.....	34
8	Arrêté municipal d'enquête publique	35
8.1	Arrêté du 7 octobre 2025	35
8.2	Arrêté modificatif du 6 novembre 2025	39
9	Avis d'enquête publique	43
9.1	Avis d'enquête publique (format réduit) V1	43
9.2	Certificat d'affichage V1.....	44
9.3	Publication de l'avis sur le site internet de la mairie V1	53
9.4	Avis d'enquête publique modificatif (réduit)	54
9.5	Parutions dans la presse J-15	55
9.6	Parutions dans la presse J+8	57
9.7	Parutions complémentaires dans la presse	59

1 Composition du dossier d'enquête

Article R123-8 du code de l'environnement :

« Le dossier soumis à l'enquête publique comprend les pièces et avis exigés par les législations et réglementations applicables au projet, plan ou programme.

Le dossier comprend au moins :

1° Lorsque le projet fait l'objet d'une évaluation environnementale :

a) L'étude d'impact et son résumé non technique, ou l'étude d'impact actualisée dans les conditions prévues par le III de l'article L. 122-1-1, ou le rapport sur les incidences environnementales et son résumé non technique ;

b) Le cas échéant, la décision prise après un examen au cas par cas par l'autorité mentionnée au IV de l'article L. 122-1 ou à l'article L. 122-4 ou, en l'absence d'une telle décision, la mention qu'une décision implicite a été prise, accompagnée pour les projets du formulaire mentionné au II de l'article R. 122-3-1 ;

c) L'avis de l'autorité environnementale mentionné au III de l'article L. 122-1, le cas échéant, au III de l'article L. 122-1-1, à l'article L. 122-7 du présent code ou à l'article L. 104-6 du code de l'urbanisme, ainsi que la réponse écrite du maître d'ouvrage à l'avis de l'autorité environnementale ;

2° En l'absence d'évaluation environnementale le cas échéant, la décision prise après un examen au cas par cas ne soumettant pas le projet, plan ou programme à évaluation environnementale et, lorsqu'elle est requise, l'étude d'incidence environnementale mentionnée à l'article L. 181-8 et son résumé non technique, une note de présentation précisant les coordonnées du maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable du projet, plan ou programme, l'objet de l'enquête, les caractéristiques les plus importantes du projet, plan ou programme et présentant un résumé des principales raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, le projet, plan ou programme soumis à enquête a été retenu ;

3° La mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative au projet, plan ou programme considéré, ainsi que la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation ;

4° Lorsqu'ils sont rendus obligatoires par un texte législatif ou réglementaire préalablement à l'ouverture de l'enquête, les avis émis sur le projet, plan, ou programme ;

5° Le bilan de la procédure de débat public organisée dans les conditions définies aux articles L. 121-8 à L. 121-15, de la concertation préalable définie à l'article L. 121-16 ou de toute autre procédure prévue par les textes en vigueur permettant au public de participer effectivement au processus de décision. Il comprend également l'acte prévu à l'article L. 121-13 ainsi que, le cas échéant, le rapport final prévu à l'article L. 121-16-2. Lorsque aucun débat public ou lorsque aucune concertation préalable n'a eu lieu, le dossier le mentionne ;

6° La mention des autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet dont le ou les maîtres d'ouvrage ont connaissance ;

7° Le cas échéant, la mention que le projet fait l'objet d'une évaluation transfrontalière de ses incidences sur l'environnement en application de l'article R. 122-10 ou des consultations avec un Etat frontalier membre de l'Union européenne ou partie à la Convention du 25 février 1991 signée à Espoo prévues à l'article R. 515-85.

L'autorité administrative compétente disjoint du dossier soumis à l'enquête et aux consultations prévues ci-après les informations dont la divulgation est susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5. »

2 Projet soumis à enquête publique

2.1 Coordonnées

Monsieur le Maire de Tavernes

15 place de la mairie

83 670 TAVERNES

2.2 Objet de l'enquête publique

L'enquête publique porte sur le projet de modification n°1 de droit commun du PLU de Tavernes.

La procédure poursuit les objectifs suivants :

1°) Mise à jour des emplacements réservés : Modification des emplacements réservés (ER) pour mettre à jour la liste des ER qui ont été acquis, modifier et prévoir de nouveaux ER dédiés au projet de la zone 2AU (voie de desserte, stationnement, espaces verts et programme de logements). Le document du PLU qui sera modifié est le document 4.1.3 « Prescriptions Graphiques Règlementaires ».

2°) Compléments apportés aux prescriptions graphiques règlementaires : Apporter une réglementation plus vertueuse au maintien des continuités écologiques en retravaillant la règle relative aux prescriptions règlementaires de la trame verte en zones U et AU. Le document du PLU qui sera modifié est le document 4.1.3 « Prescriptions Graphiques Règlementaires ».

3°) Compléments apportés au règlement écrit du PLU :

- Réécriture de certaines règles du règlement écrit pour apporter plus de clarté (DC 5, DC 12, DC 17, Uc 15, Ub-Uc 5, Ud 2) ou pour assouplir celles avérées trop contraignantes (DC 1, DC 15, DC20, Ua 15, Ue 11, STECAL 2).
- Encourager le développement des énergies renouvelables, et particulièrement l'installation de panneaux photovoltaïques en toiture.
- Dans les couronnes résidentielles, une nouvelle règle traitera de la hauteur des constructions en limite séparative pour éviter les ombres portées sur les constructions avoisinantes.

Le document du PLU qui sera modifié est le document 4.1.1 « Règlement – pièce écrite ».

4°) Modifications du zonage au sein de l'enveloppe constructible :

- Permettre l'extension d'une activité artisanale en reclassant deux parcelles de zone Uca en zone Ue.
- Ouvrir à l'urbanisation la zone « 2AU », située entre le cœur du village et la zone résidentielle, pour offrir une trajectoire résidentielle adaptée non seulement à l'accompagnement des seniors, mais aussi pour permettre aux familles et jeunes ménages de s'installer. Des orientations d'aménagement et de programmation (OAP) et une réglementation adaptée à la nouvelle zone désormais intitulée « 1AUb » permettront d'encadrer le futur développement du secteur.

2.3 Pièces du PLU modifiées

Le PLU modifié comprend les pièces suivantes :

- 1. Exposé des motifs
- 3. OAP
- 4.1 Règlement (pièce écrite)
- 4.2 Règlement (partie graphique)

2.4 Rapport sur les incidences environnementales et résumé non technique

Conformément au 3° de l'article R104-12 du code de l'urbanisme, la commune a saisi l'autorité environnementale pour un examen au cas par cas le **5 mars 2025**. Conformément à l'article R104-28 du code de l'urbanisme, l'autorité environnementale mentionnée à l'article R. 104-21 a décidé de ne pas soumettre la procédure de modification n°1 de droit commun du PLU à évaluation environnementale par décision n° **001804/KK AC PLU du 30 avril 2025**.

La décision de l'autorité environnementale fait partie du dossier d'enquête publique.

3 Insertion de l'enquête publique sur la procédure

3.1 Les étapes de la procédure

- La procédure de modification n°1 de droit commun du PLU de Tavernes a été engagée par délibération du conseil municipal le **17 février 2025**.
 - La MRAe (autorité environnementale) a été saisie au cas par cas pour définir l'éligibilité de la procédure à évaluation environnementale le **5 mars 2025**. La Mission régionale d'autorité environnementale PACA a émis un avis conforme n° **001804/KK AC PLU le 30 avril 2025**.
 - La CDPENAF a été saisie au titre de l'article L151-12 du code de l'urbanisme le **6 mars 2025**. Elle a émis un avis favorable, sous réserve le **30 avril 2025**.
 - Le projet de modification a été notifié au Personnes Publiques Associées (PPA) par courrier recommandé avec accusé de réception.
 - Le Tribunal administratif de Toulon a été saisi en vue de la désignation d'un commissaire enquêteur.
 - Le commissaire enquêteur a été désigné par décision n°**E25000079/83 du 18 septembre 2025**.
 - Monsieur le Maire a pris un arrêté de mise à l'enquête publique.
 - Des avis d'enquête publique ont été affichés sur les panneaux d'informations communales présents sur le territoire et en mairie (affiches jaunes). Un certificat d'affichage a été établi.
 - Cet avis a fait l'objet d'une publication sur internet.
 - Une parution dans la presse dans deux journaux diffusés dans le département a été réalisée plus de 15 jours avant le début de l'enquête.
 - Début d'enquête publique.
 - Une parution dans la presse, dans deux journaux diffusés dans le département a été réalisée dans les 8 premiers jours de l'enquête.
 - Une erreur d'adresse mail a été constatée dans l'arrêté prescrivant l'enquête publique. Un arrêté modificatif a été pris par Monsieur le Maire, les affiches ont été remplacées sur les panneaux d'information et sur le site internet de la commune et une information dans la presse a été publiée dans 2 journaux diffusés dans le département.
- L'article L123-1 du Code de l'environnement précise que « *L'enquête publique a pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers lors de l'élaboration des décisions susceptibles d'affecter l'environnement mentionnées à l'article L. 123-2. Les observations et propositions parvenues pendant le délai de l'enquête sont prises en considération par le maître d'ouvrage et par l'autorité compétente pour prendre la décision* ».*
- ↓ A l'issue de l'enquête publique, le projet modifié, pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et des conclusions et avis du commissaire enquêteur, sera soumis pour approbation au Conseil municipal, conformément à l'article L153-43 du Code de l'urbanisme.

3.2 Délibération du conseil municipal prescrivant la procédure

Envoyé en préfecture le 27/02/2025

Reçu en préfecture le 27/02/2025

Publié le

Berger LE VRAIS

2025-003

ID : 083-218301356-20250217-002_2025-DE

EXTRAIT DU PROCES VERBAL

DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE TAVERNES DEPARTEMENT DU VAR

DELIBERATION N°002

En exercice : 15

L'an DEUX MILLE VINGT CINQ, le VINGT-DEUX

Présents : 10

FEVRIER à DIX-NEUF HEURES TRENTE, le Conseil

Votants : 14

Municipal convoqué le QUINZE FEVRIER, sous la présidence de
Didier VAUZELLE, en salle du Conseil Municipal.

Présents : Gwenaëlle AUDIBERT, Armand BARLATIER, Bernard DARHY, Marie-Christine GUIPPONI, Romain MAUDRIC, Valérie PARENT, Virginie PINTO, Virginie TAUPIN, Éric TOURRET, Didier VAUZELLE

Procurations : Alain GALLO (procuration donnée à Didier VAUZELLE), Jean-Luc GALLO (procuration donnée à Romain MAUDRIC), Cécile PIERRE (procuration donnée à Marie-Christine GUIPPONI), Véronique ORDAS (Procuration donnée à Eric TOURRET)

Absents non représentés : Bernard SÉNÉ

Objet : Prescription de la modification n°1 de droit commun du PLU

VU les articles L153-36 à L153-44 du code de l'urbanisme,

VU l'approbation de la révision n°1 du PLU de Tavernes en date du 3 décembre 2019

Monsieur le Maire expose,

Après 5 années d'application du Plan Local d'Urbanisme révisé en décembre 2019, des modifications d'ordre réglementaires sont apparues nécessaires, sur les documents graphiques (plans de zonage) et le règlement écrit. Ces modifications ne modifient pas l'économie générale du PLU et respectent le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD).

Les objectifs retenus par la municipalité relèvent des thématiques suivantes :

1°) Mise à jour des emplacements réservés : Modification des emplacements réservés (ER) pour mettre à jour la liste des ER qui ont été acquis, modifier et prévoir de nouveaux ER dédiés au projet de la zone 2AU (voie de desserte, stationnement, espaces verts et programme de logements). Le document du PLU qui sera modifié est le document 4.1.3 « Prescriptions Graphiques Règlementaires ».

2°) Compléments apportés aux prescriptions graphiques réglementaires : Apporter une réglementation plus vertueuse au maintien des continuités écologiques en retravaillant la règle relative aux prescriptions réglementaires de la trame verte en zones U et AU. Le document du PLU qui sera modifié est le document 4.1.3 « Prescriptions Graphiques Règlementaires ».

3°) Compléments apportés au règlement écrit du PLU :

- Réécriture de certaines règles du règlement écrit pour apporter plus de clarté (DC 5, DC 12, DC 17, Uc 15, Ub-Uc 5, Ud 2) ou pour assouplir celles avérées trop contraignantes (DC 1, DC 15, DC20, Ua 15, Ue 11, STECAL 2).
- Encourager le développement des énergies renouvelables, et particulièrement l'installation de panneaux photovoltaïques en toiture.
- Dans les couronnes résidentielles, une nouvelle règle traitera de la hauteur des constructions en limite séparative pour éviter les ombres portées sur les constructions avoisinantes.

Le document du PLU qui sera modifié est le document 4.1.1 « Règlement – pièce écrite ».

.../... (Suite de la délibération n°002)

Envoyé en préfecture le 27/02/2025

Reçu en préfecture le 27/02/2025

Publié le

2025-004

ID : 083-218301356-20250217-002_2025-DE

4°) Modifications du zonage au sein de l'enveloppe constructible :

- Permettre l'extension d'une activité artisanale en reclassant deux parcelles de zone Uca en zone Ue.
- Ouvrir à l'urbanisation la zone « 2AU », située entre le cœur du village et la zone résidentielle, pour offrir une trajectoire résidentielle adaptée non seulement à l'accompagnement des seniors, mais aussi pour permettre aux familles et jeunes ménages de s'installer. Des orientations d'aménagement et de programmation (OAP) et une réglementation adaptée à la nouvelle zone désormais intitulée « IAUb » permettront d'encladrer le futur développement du secteur.

Les documents du PLU qui seront modifiés sont les documents 4.2.1, 4.2.2 « Zonage du PLU » et le document 3 « OAP ».

Conformément à l'article L153-38 du code de l'urbanisme, il convient de justifier de l'utilité de l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et de la faisabilité opérationnelle du projet.

D'après les derniers recensements démographiques de Tavernes, fournis par l'Insee, seules les classes d'âge plus âgées sont en constante progression : Les 60-74 ans représentent 28,2% de la population en 2020 (25,5% en 2014) et les plus de 75 ans représentent 11% de la population (8,7% en 2014).

Ce constat amène la collectivité à prendre conscience :

- De la part croissante que représente celle de ses aînés, et de ses futurs aînés : la population Tavernaise vieillit, il convient de la considérer et d'adapter l'offre en logements sur le territoire de Tavernes.
- Du déclin de la part de la population âgée de 15 à 59 ans, c'est-à-dire la population en âge d'étudier puis de travailler. Pour enrayer ce déclin, il convient de rendre attractif le village de Tavernes et inciter la population active, les familles, les ménages, les couples ou encore les jeunes adultes à venir s'installer à Tavernes ou à rester habiter à Tavernes.

La trajectoire résidentielle (ou parcours résidentiel) doit évoluer dans ce sens. Ainsi, la commune souhaite :

Accompagner les seniors à passer de leur logement classique, souvent trop vaste (grande villa de 4 pièces ou plus, sous-occupée, difficile à entretenir et à chauffer) vers un habitat adapté. Un logement plus petit, en rez-de-jardin, avec espaces vert arboré et potager, facilement accessible aux personnes à mobilité réduite, et proche du centre village via un cheminement piéton en site propre directement connecté aux commerces et au marché hebdomadaire... Ce type d'hébergement offre une réponse correspondant aux attentes des seniors (+60 ans), qui représentent près de 40% de la population. Ce type d'habitat apporte une réponse aux nouvelles aspirations des « baby-boomers » nés après-guerre, qui souhaitent à la fois avoir un habitat adapté au vieillissement, de la convivialité, du lien social, une autonomie, et de la sécurité. La Commune envisage de développer ce projet au plus proche du cœur villageois historique afin de permettre aux futurs résidents de continuer à vivre dans le village, de fréquenter les commerces, les services, les restaurants et les associations culturelles offertes par la municipalité.

Permettre aux familles et jeunes ménages de trouver un logement accessible, à moindre coût. L'immobilier reste encore inaccessible pour nombre de foyers désireux de vivre à Tavernes. La commune souhaite mobiliser des terrains présentant les caractéristiques suivantes : un foncier plus accessible permettrait d'accueillir plusieurs logements adaptés aux

.../... (Suite de la délibération n°002)

Envoyé en préfecture le 27/02/2025

Reçu en préfecture le 27/02/2025

Publié le

ID : 083-218301356-20250217-002_2025-DE

Berger

Levrault

2025-005

familles et jeunes ménages. Un foncier suffisamment vaste permettrait de conserver des jardins dans un cadre arboré. Un foncier connecté au village, aux commerces et aux services, permettrait de développer un programme de logement accessible à pied, via un cheminement piéton en site propre.

Depuis l'approbation du PLU en 2019, la densification s'effectue de façon progressive au sein des zones urbaines U et 1AU du PLU. Les zones les plus recherchées ont été les zones résidentielles Uc (Uca et Ucb), là où les vastes terrains sont encore disponibles, bien qu'éloignés du centre village (55% des permis). Les zones résidentielles 1AU et Ub, plus proches du village, se sont également progressivement densifiées (45% des permis).

Au sein de l'enveloppe urbaine, il existe encore plusieurs parcelles non bâties :

- Des parcelles éloignées du village : (il s'agit des zones Uca, Ucb) 10 ha morcelés et disséminés peuvent encore accueillir des constructions. Ces parcelles privées et éloignées du village sont fortement concernées par la « trame verte » identifiée au zonage limitant la constructibilité, et ne sont pas mobilisables par la collectivité. En outre, ces parcelles ne répondent pas à l'objectif de développement d'un programme de logement à proximité du noyau villageois. Ces parcelles ne sont ainsi pas retenues pour le projet de logement souhaité par la Commune.
- Des parcelles proches du village (zones Ub et 1AU) : 3,7 ha morcelés et disséminés pouvant encore accueillir des constructions. Ces parcelles privées ne sont pas retenues pour le projet, du fait de leur trop faible superficie et du foncier privé à acquérir.
- Les parcelles encore libres, situées en zones Ud et Ue (1,3 ha), sont dédiées aux équipements publics ou aux activités économiques. Elles ne sont pas retenues pour un programme de logements.
- Des parcelles limitrophes au village (zone 2AU) : un ensemble foncier de 11 000 m² classé en zone 2AU est disponible et détenu en partie par la municipalité. Ces terrains sont accolés au cœur du village et classés en zone 2AU. Ils sont dédiés depuis l'élaboration du PLU en 2012 à l'accueil de logements. Cette zone 2AU a été maintenue lors de la révision du PLU en 2019. Cet ensemble foncier avait été identifié pour être urbanisé en après définition d'un projet et acquisition par la collectivité. Le terrain est topographiquement plat, situé à proximité du centre-ville et des équipements publics communaux.

La localisation de cette zone 2AU est stratégique et il convient de l'ouvrir à l'urbanisation en vue de réaliser le projet communal. Le foncier est soit déjà acquis, soit concerné par un ER à destination de la Commune : à terme, le foncier sera public. Les réseaux sont situés en bordure du terrain (réseau public d'eau potable et réseau public d'assainissement). Aujourd'hui les terrains sont enclavés. Pour être désenclavés, l'aménagement d'une voie est prévu depuis le Chemin de Montmeyan. Le PLU approuvé en 2019 prévoit un Emplacement Réservé (ER) dédié à l'aménagement d'une voirie connectée au Chemin de Montmeyan. Pour ouvrir à l'urbanisation la zone 2AU, la voirie devra être réalisée (ER n°11). La faisabilité technique de l'opération envisagée est justifiée.

La zone 2AU est ainsi retenue pour développer un futur programme de logements : toutefois, il convient de redéfinir l'enveloppe retenue pour :

- Le projet de logement communal,
- L'ilot de verdure et les éléments végétaux à conserver,
- L'accès à la zone,

.../... (Suite de la délibération n°002)

Envoyé en préfecture le 27/02/2025

Reçu en préfecture le 27/02/2025

Publié le

ID : 083-218301356-20250217-002_2025-DE

Berger Levraud
2025-006

- « sortir » de la zone à projet les parcelles 654 et une partie de la 795 , non vouées à accueillir le projet communal. Ces deux parcelles seront reclassées en zone Ub.

La zone 2AU est prévue pour être rendue constructible en la déclassant de la zone « 2AU » vers une nouvelle zone « 1Aub » plus réduite. La zone 2AU est intégralement supprimée du zonage et du règlement du PLU. Cette nouvelle zone 1Aub correspondra au projet communal : une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) définit le programme retenu (lots d'implantation des constructions et espaces verts qui représentent la majorité de la zone afin de conserver les îlots de verdure et des jardins d'agrément).

La commune engagera des études opérationnelles après approbation de la procédure d'urbanisme permettant l'ouverture à l'urbanisation : Loi sur l'eau si nécessaire, Etude de sol, Voirie,

Dans ces conditions, l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU, désormais reclassée en zone 1Aub et Ub est justifiée au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et de la faisabilité opérationnelle du projet à court terme.

Ajoutons, que le bien être des seniors, population représentant près de 40% des habitants de Tavernes, ainsi que l'accueil des jeunes ménages est une préoccupation de la municipalité : favoriser l'inclusion des seniors et accueillir de nouvelles populations dans la ville implique la recherche de terrains accessibles, favorables aux déplacements à pied jusqu'aux services de proximité, dotés d'un cadre de vie et d'espaces verts de qualité. La zone retenue répond en tous points à ces exigences.

Enfin, en hommage à l'ancien Maire de Tavernes, élue de 2001 à 2014, le futur projet est nommé « Danielle Sault ».

Pour conclure, il est utile de rappeler que mettre la qualité de vie des ainés et des plus jeunes au cœur des stratégies d'aménagement urbain c'est veiller au bien-être de nos grands-parents, parents, de nous-même un jour prochain et de nos enfants et petits-enfants.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à la majorité des voix (Armand Barlatier, Marie-Christine Guipponi et Gwenaelle Audibert s'étant abstenu) :

- **PRESCRIT** la modification de droit commun n°1 du Plan local d'urbanisme de la commune de Tavernes ayant pour objet les objectifs précités ;
- **INDIQUE** que la procédure se déroulera conformément aux dispositions du code de l'urbanisme, en particulier ses articles L153-41 à L153-44 ;
- **JUSTIFIE** l'utilité de l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle du projet dans la zone tel que présenté ci-avant ;
- **PRECISE** que le projet de modification doit faire l'objet d'une concertation du public pendant toute la durée de son élaboration, au titre du L103-2 du code de l'urbanisme,
- **PRECISE** que les modalités de concertation du public suivantes seront mise en œuvre :
 - Mise en place d'un registre d'observations (livre blanc) à l'accueil de la mairie, accompagné des pièces du dossier de modification,
 - Affichage en mairie et sur les panneaux communaux d'informations ;
- **RAPPelle** que le dossier de modification sera notifié aux personnes publiques associées pour avis, et à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale, et que suite à la réception de ces avis, une enquête publique sera organisée. Les modalités d'organisation de cette enquête seront précisées par un arrêté de Monsieur le Maire.

.../... (Suite de la délibération n°002)

Envoyé en préfecture le 27/02/2025

Reçu en préfecture le 27/02/2025

Publié le

ID : 083-218301356-20250217-002_2025-DE

Berger Levraud

2025_002

La présente délibération sera transmise :

- Au Préfet du Var,
- Au Président du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- Au Président du Département du Var,
- Au Président de la Chambre d'Agriculture du Var,
- Au Président de la Chambre de commerce et d'Industrie du Var,
- Au Président de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat,
- Au Président de l'Institut National des Appellations d'Origine,
- Au Président du Centre National de la Propriété Forestière,
- Au Président de la Communauté de Communes Provence Verdon,
- Au Président du Syndicat Mixte Provence Verte Verdon en charge du SCoT,
- Aux Maires des communes limitrophes : Montmeyan, Fox-Amphoux, Pontevès, Barjols, Varages, La Verdière.

Conformément aux dispositions des articles R153-20 et R153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet :

- D'un affichage en mairie durant un mois
- D'une mention dans un journal diffusé dans le département.
- D'une publication sur le Géoportail de l'Urbanisme, conformément à l'article R153-22 du code de l'urbanisme

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Pour extrait délivré conforme.

Le Maire,
Didier VAUZELLE



La Secrétaire de séance,
Virginie PINTO

4 Décision de l'autorité environnementale



MRAe

Mission régionale d'autorité environnementale
PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR

Avis conforme n° 001804/KK AC PLU
de la Mission Régionale d'Autorité environnementale
Provence - Alpes- Côte d'Azur
concluant à l'absence de nécessité
d'évaluation environnementale de la
modification n°1 du PLU
de Tavernes (83)

N°MRAe
001804/KK AC PLU

Avis conforme N° 001804/KK AC PLU du 30/04/25 sur la modification n°1 du PLU de Tavernes (83)

La Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) PACA ,

Vu la directive n°2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-1 à L.104-8 et R.104-33 à R.104-37 ;

Vu le décret n° 2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (IGEDD) ;

Vu l'arrêté du 30 août 2022 portant organisation et règlement intérieur de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret 2021-1345 du 13 octobre 2021 portant modification des dispositions relatives à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme et des unités touristiques nouvelles ;

Vu les arrêtés du ministère de la Transition écologique des 19 juillet 2023 et 22 février 2024 portant nomination de membres de Missions régionales d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) ;

Vu la décision de la MRAe du 21 septembre 2023 portant délégation à Philippe Guillard, président de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) PACA, Jean-Michel Palette, Jean-François Desbouis, Jacques Legaignoux et Sandrine Arbizzi, membres de l'IGEDD, pour statuer sur les demandes d'examen au cas par cas relevant du Code de l'urbanisme ou du Code de l'environnement ;

Vu la réception initiale enregistrée sous le numéro 001804/KK AC PLU en date du 05/03/2025, relative à la modification n°1 du PLU de la commune de Tavernes (83) déposée par la commune de Tavernes en application des articles R.104-33 à 37 du Code de l'urbanisme ;

Considérant que la commune de Tavernes, d'une superficie de 31,4 km², compte 1 428 habitants (recensement 2021) ;

Considérant que le plan local d'urbanisme (PLU), approuvé le 03/12/2019, a fait l'objet d'une évaluation environnementale ;

Considérant que la modification n°1 du PLU a pour objet :

- l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU (11 000 m²), située en limite Nord du cœur du village, avec le reclassement de :
 - 8 330 m² (projet de programme de logements et de jardins publics) en zone 1AUb encadrée par l'OAP¹ « Danielle Sault » ;
 - 2 520 m² non concernés par le programme de logements classés en zone Ub (première couronne résidentielle en extension du village) ;
 - 150 m² classés en zone Uj (jardins et espaces libres) pour l'intégration du chemin d'accès à la parcelle 593 (correction erreur matérielle) ;
- la possibilité d'extension des constructions existantes (habitation) et de création d'une piscine au sein du STECAL² Nsta « Le Grand Chêne » (comprise dans l'emprise au sol des constructions autorisée) ;
- la mise à jour de la liste des emplacements réservés (ER) acquis et des deux ER créés pour le projet de la zone 1AUb (voie de desserte, stationnement, espaces verts et programme de logements) ;

¹ Orientation d'aménagement et de programmation.

² Secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées.

- les prescriptions de la trame verte en zones U et AU ;
- le reclassement d'une zone Uca de 920 m² (dédiée à l'habitation) en zone Ue (dédiée à l'activité artisanale) afin de permettre l'extension d'une activité artisanale ;
- des précisions réglementaires (antennes relais, installation de panneaux photovoltaïques en toiture, hauteur des constructions en limite séparative) ;

Considérant qu'au regard des éléments transmis par la personne publique responsable et des enjeux connus par la MRAe, la modification n°1 du PLU de la commune de Tavernes (83) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

REND L'AVIS CONFORME QUI SUIT :

Le projet de modification n°1 du PLU de la commune de Tavernes (83) ne nécessite pas d'évaluation environnementale.

Conformément à l'article R.104-33 du Code de l'urbanisme, la commune de Tavernes rendra une décision en ce sens.

Le présent avis ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs. Il ne dispense pas les éventuels projets permis par ce plan des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de modification n°1 du PLU de la commune de Tavernes (83) est exigible si celui-ci, postérieurement au présent avis, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Le présent avis sera joint au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

L'avis est mis en ligne sur le portail internet de l'évaluation environnementale ;

Fait à Marseille, le 30 avril 2025

Pour la Mission Régionale d'Autorité environnementale,
Philippe GUILLARD, président de la MRAe PACA



Avis conforme N°001804/KK AC PLU du 30/04/25 sur la modification n°1 du PLU de Tavernes (83)

5 Bilan de la concertation du public

L'article L103-2 du code de l'urbanisme indique que les procédures de modification du PLU font l'objet d'une concertation associant pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées, quand ces procédures de modification sont soumises à évaluation environnementales.

Le projet de modification du PLU d'Artignosc-sur-Verdon ne fait pas l'objet d'une évaluation environnementale et n'est par conséquent pas concernée par une concertation au titre du L103-2 du code de l'urbanisme.

La commune de Tavernes a décidé par délibération de réalisé une concertation préalable sur la procédure. Les modalités de cette concertation sont précisées dans la délibération du 22 février 2025 engageant la procédure.

Ainsi un livre blanc accompagné du dossier de modification a été déposé à l'accueil de la mairie du 6 mars 2025 au 30 mai 2025. L'annonce de cette mise à disposition a été réalisé par des affichages en mairie et sur les panneaux d'information communale.

Le livre blanc mis à disposition pendant près de trois mois a recueilli une seule observation, ne portant pas sur la procédure de modification du PLU, ni plus généralement sur le document d'urbanisme (interrogation relative aux bornes de recharge électrique des véhicules).

Aucun courrier et aucun courriel n'a été réceptionné.

Considérant que les modalités de concertation prévues par la commune et annoncées dans la délibération engageant la procédure ont été respectées et que cette concertation n'a entraîné aucune observation, remarque ou question sur la procédure, le bilan de cette concertation n'apparaît ni favorable, ni défavorable mais marque plutôt une absence d'intérêt de la population pour cette procédure.

6 Avis des Personnes Publiques Associées

6.1 Notification des Personnes Publiques Associées

PPA	Date d'accusé de réception des courriers de saisine des PPA	Date de l'avis
Etat Préfet	07/03/2025	5 mai 2025
DDTM Toulon	07/03/2025	
ARS	Consulté par la DDTM	19 mars 2025
CDPENAF	06/03/2025	30 avril 2025
Région PACA	10/03/2025	Pas d'avis
Département VAR	07/03/2025	2 mai 2025
Chambre de Commerce et de l'Industrie	07/03/2025	Pas d'avis
Chambre de Métiers et de l'Artisanat	07/03/2025	Pas d'avis
Chambre d'agriculture VAR	11/03/2025	12 mars 2025
Institut National des Appellations d'Origine	07/03/2025	12 mars 2025
Centre Régional de la Propriété Forestière	10/03/2025	Pas d'avis
SCOT Provence Verte Verdon	07/03/2025	22 avril 2025
Communauté de communes Provence Verte	05/03/2025	Pas d'avis
Barjols	14/03/2025	Pas d'avis
Pontevès	07/03/2025	Pas d'avis
Fox-Amphoux	07/03/2025	Pas d'avis
Montmeyan	07/03/2025	Pas d'avis
La Verdière	07/03/2025	Pas d'avis
Varages	07/03/2025	Pas d'avis

6.2 Avis des Personnes Publiques Associées

6.2.1 Avis de l'Etat



Direction départementale
des territoires et de la mer du Var

Service planifications et prospective
Pôle animation et urbanisme
Bureau planification

Toulon, le 05 mai 2025

COURRIER ARRIVÉ

le 05 MAI 2025

Mairie de Tavernes

RAR n°1A 216 099 0075 1

Madame la Sous-préfète de Brignoles

à

Monsieur le Maire de Tavernes

Objet : Commune de Tavernes – Modification n° 1 du PLU
Avis sur notification

Référence : Courrier de notification reçu le 7 mars 2025

Par courrier susvisé, vous avez notifié aux personnes publiques associées le projet de modification n° 1 du plan local d'urbanisme (PLU) de Tavernes, conformément à l'article L. 153-40 du code de l'urbanisme.

L'examen de ce projet de modification m'amène à formuler des observations présentées ci-dessous.

Ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU

L'article L. 153-38 du code de l'urbanisme prévoit que « lorsque le projet de modification porte sur l'ouverture à l'urbanisation d'une zone 2AU, une délibération motivée de l'organe délibérant du conseil municipal justifie l'utilité de cette ouverture au regard des capacités d'urbanisation encore inexploitées dans les zones déjà urbanisées et la faisabilité opérationnelle d'un projet dans ces zones. ». À ce jour, cette délibération ne semble pas avoir été prise par le conseil municipal. La justification de l'ouverture de cette zone est donc absente du projet de modification du PLU.

Par ailleurs, l'analyse de la consommation de l'espace au sein de l'enveloppe urbaine existante et constructible, plus particulièrement dans les zones urbaines, fait apparaître 16

hectares d'espaces encore disponibles. En outre, en 2021, le parc de logements compte 11,5 % des résidences principales en logements vacants. Enfin, il ne semble pas qu'une réflexion ait été menée sur un programme de reconquête agricole en dernière couronne urbaine. Cette réflexion aurait permis de compenser et de justifier la consommation foncière de la zone 2AU située à proximité du centre urbain.

Ces éléments sont des faisceaux d'indices qui tendent à démontrer que le besoin d'une greffe urbaine par l'ouverture de la zone 2AU ne répond pas aux dispositions de l'article L. 153-38 du code de l'urbanisme.

De façon plus opérationnelle, pour cette zone 2AU en greffe urbaine, le règlement du PLU en vigueur prévoit que les futures constructions seront autorisées lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble qui devra respecter les orientations du plan d'aménagement et de développement durables (PADD), en intégrant la réalisation des accès, de la voirie, de l'assainissement collectif, et des équipements internes à la zone.

Or, le projet de modification propose de reclasser la zone 2AU en 3 zonages distincts : 1AUb, Ub et Uj. Dans ce secteur, ce sont ainsi 2 670m² qui sont reclassés en zone urbaine sans faire l'objet d'une orientation d'aménagement et de programmation (OAP) comme le prévoit le règlement du PLU en vigueur.

En conséquence, je vous invite à supprimer de cette procédure de modification l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU, située en limite Nord du cœur du village.

Je vous invite à engager une révision du PLU conformément à l'article L. 153-31 à 35 du code de l'urbanisme pour en définir un nouveau projet d'aménagement tenant compte des capacités offertes par l'enveloppe urbaine présente et de l'état du parc de logements de la commune.

STECAL Nsta : Le grand chêne

Le secteur de taille et de capacité limitées (STECAL) Nsta créé dans le PLU en vigueur est dédié à une activité équestre touristique et hôtelière avec 20 emplacements de type habitation légères et de loisir.

Le projet de modification ouvre la possibilité de réaliser des extensions aux constructions existantes à destination d'habitation et une piscine. Toutefois, les articles du règlement relatifs à ce STECAL ne présentent pas de dispositions particulières concernant l'emprise au sol et la hauteur de ces extensions ; ce qui n'est pas conforme à l'article L. 151-13 du code de l'urbanisme.

Par ailleurs, le terrain se situe en zone d'aléa feu de forêt modéré à très fort, en interface directe avec le massif forestier et est isolé de l'espace urbanisé.

En application du porteur-à-connaissance aléa incendie de forêt, il convient de limiter les extensions à 20 m² afin de ne pas augmenter le nombre de personnes exposées.

En outre, au regard de l'aléa très fort incendie de forêt, je vous invite à supprimer la possibilité d'implanter de l'hébergement de plein air et des chambres d'hôtes supplémentaires au sein de ce STECAL et de réglementer l'emprise au sol et la hauteur des extensions autorisées pour les constructions à destination d'habitation en les limitant à 20 m² de surface de plancher en lien avec la prévention au risque incendie.

Implantation des antennes relais

Les dispositions communes du règlement du PLU en vigueur listent les interdictions de certains usages et affectations des sols, constructions et activités sur toutes les zones du PLU.

A ce titre, les antennes relais de téléphonie sont interdites pour l'ensemble des zones.

La présente procédure entend assouplir cette interdiction, en autorisant les antennes relais sur le foncier public (communal ou autres collectivités) et les bâtiments publics.

Afin de limiter les impacts sur la faune et la flore, il convient de privilégier l'installation des antennes en zones urbaines à urbaniser et agricoles du PLU uniquement.

En matière de risque mouvements de terrain

De manière générale, le PLU en vigueur ne prend pas en compte suffisamment le risque mouvements de terrain, en particulier pour le phénomène de retrait/gonflement des argiles.

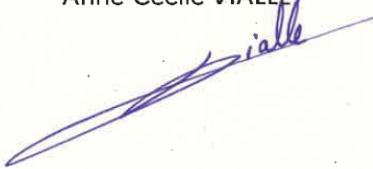
Pour l'améliorer, il convient de faire figurer les dispositions réglementaires en lien avec ce phénomène (article 68 de la loi Elan) dans le règlement du PLU (dispositions générales). Une information basée sur le PAC « sismique » de 2011 est pertinente.

Les secteurs où l'existence de risques naturels justifie que soient interdites ou soumises à des conditions spéciales les constructions et installations de toute nature doivent également apparaître. Cela concerne l'affichage des mesures de construction sous conditions résultant du phénomène de retrait/gonflement des argiles (exposition moyenne et forte) et du risque sismique (niveau faible). Dans ces zones, il est demandé d'adopter un graphisme se superposant au zonage réglementaire.

Dans l'éventualité où les motifs pour lancer la procédure de modification ne seraient pas suffisants pour intégrer les éléments relatifs à la prise en compte du risque mouvements de terrain, je vous préconise d'engager la procédure nécessaire et suffisante pour amender le PLU en ce sens.

Je vous remercie de l'attention accordée à ces observations et de me tenir informée de leur prise en compte. Nous pourrons en discuter lors de ma visite dans votre commune programmée au mois de juin.

Anne-Cécile VIALLE



6.2.2 Avis de la CDPENAF



Service Agriculture et Forêt
Bureau du Développement Rural
Courriel : ddtm-cdpenaf@var.gouv.fr

Direction départementale des territoires et de la mer du Var

Toulon, le

Le préfet du Var

30 AVR. 2025

à

Monsieur le Maire
Hôtel de ville
Place de la Mairie
83670 TAVERNES

Objet : Commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers du Var du 29 avril 2025 – Modification n°1 du PLU de Tavernes

La Commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers du Var du 29 avril 2025 a examiné le projet de modification n°1 de la Commune de Tavernes.

Au titre de l'article L 151-13 du Code de l'urbanisme, concernant l'évolution du règlement écrit du STECAL existant NSTa, la Commission a émis un avis favorable, sous réserve de limiter la surface de plancher et / ou l'emprise au sol de l'extension des constructions existantes de manière plus définie, adopté à l'unanimité des membres présents ou représentés.

pour le directeur départemental des territoires et de la mer et par délégation,

6.2.3 Avis du département



Le Président

Monsieur Didier VAUZELLE
Maire de Tavernes
Hôtel de ville
15 Place de la Mairie
83670 TAVERNES

Affaire suivie par : Muriel ORSOLINI
Direction des infrastructures et de la mobilité
Pôle territorial Provence Verte
✉ : 06 25 04 56 28
Nos réf : D25-01517
Vos réf : AC/CA 2025-059

Toulon, le 2/05/2025

Monsieur le Maire,

Par courrier reçu le 7 mars 2025, vous avez transmis au Département, pour avis, le projet de modification n°1 du plan local d'urbanisme de votre commune.

J'attire votre attention sur la desserte de l'OAP « Danielle Sault » par le chemin communal de Montmeyan. Les dix logements prévus vont augmenter le trafic sur le chemin de Montmeyan, dont le débouché sur la RD 71 ne présente pas des conditions de sécurité satisfaisantes, en raison d'une visibilité très limitée pour les véhicules en position de sortie vers la route départementale.

En revanche, l'autre sens de circulation (accès au chemin de Montmeyan depuis la RD 71) ne présente pas de problème de sécurité.

J'émets donc un avis favorable sur la modification n°1 du plan local d'urbanisme, avec une réserve sur la sécurité du débouché du chemin communal de Montmeyan sur la RD 71.

Je vous prie de croire, Monsieur le Maire, en l'expression de ma considération distinguée.



390, avenue des Lices • CS 41303 • 83076 Toulon Cedex • Tél. 04 83 95 00 00 • www.var.fr

6.2.4 Avis de la Chambre d'agriculture



COURRIER ARRIVÉ

Le 25 MARS 2025

Mairie de Tavernes

Monsieur le Maire
15 Place de la Mairie
83670 TAVERNES

Service : Foncier Aménagement Territoires
Dossier suivi par : Maëva LAPLACE
Nos Réf : SA/FA/ML/MA
Visa Direction :

Draguignan, le 12 mars 2025

Objet : Modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Tavernes – Avis de la Chambre d'Agriculture du Var.

Monsieur le Maire,

Conformément aux prescriptions législatives et réglementaires contenues dans le Code de l'Urbanisme, le 11 mars 2025, nous avons été rendus destinataire du projet de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Tavernes.

La présente modification a pour objets :

- La mise à jour des emplacements réservés ;
- La modification des prescriptions graphiques réglementaires ;
- La modification du règlement écrit du Plan Local d'Urbanisme ;
- La modification du zonage au sein de l'enveloppe constructible : entraînant une modification du zonage du PLU, ainsi que de certains OAP.

Siège
26, boulevard Jean Jaurès
CS 40203
83006 Draguignan Cedex

Antenne de Vidauban
70, avenue du président Wilson
83550 Vidauban

Antenne de Hyères
727, avenue Alfred Décugis
83400 Hyères

04 94 50 54 50
contact@var.chambagri.fr

Au regard des éléments qui nous ont été transmis, et compte tenu du fait, que le projet n'a pas d'impact agricole, il n'appelle donc de notre part aucune remarque.

La Chambre d'Agriculture du Var émet un avis favorable sur la modification simplifiée n°1 du PLU de Tavernes.

République Française
Etablissement public
Loi du 31/01/1924

www.chambre-agriculture83.fr



Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de nos sincères salutations.

Sylvain AUDEMARD,
Président
de la Chambre d'Agriculture du Var



6.2.5 Avis de l'INAO



La Déléguée Territoriale Sud-Est

Dossier suivi par : **JADAULT Patrice**

Téléphone : 04.94.35.74.67.

Mail : p.jadault@inao.gouv.fr

V/Réf : AC/CA 2025-063

N/Réf : Tavernes PLU Modif 1 01/12/02/2025



La Directrice de l'INAO

à

Monsieur Le Maire

Mairie de Tavernes

15 Place de La Mairie

83670 - TAVERNES

La Valette du Var, le 12 mars 2025

Objet : Modification n°1 de droit commun du PLU sur la commune de TAVERNES

Monsieur Le Maire,

Par courrier reçu le 10 mars 2025, vous avez bien voulu me faire parvenir, pour examen et avis, le dossier du projet de modification n°1 de droit commun du PLU de la commune de Tavernes.

La commune de Tavernes est située dans les aires géographiques des Appellations d'Origine Contrôlées (AOC) / des Appellations d'Origine Protégées (AOP) "Coteaux Varois en Provence" et "Huile d'Olive de Provence". Elle appartient également aux aires de production des Indications Géographiques Protégées (IGP) "Thym de Provence", "Miel de Provence", "Agneau de Sisteron", "Méditerranée" et "Var".

Après étude du dossier, l'INAO n'a pas de remarque à formuler sur ce projet, dans la mesure où celui-ci n'a pas d'incidence négative directe sur les AOC et IGP concernées.

Je vous prie de croire, Monsieur Le Maire, à l'expression de ma haute considération.

La Directrice de l'INAO
et par délégation,
La Déléguée Territoriale,
Valérie KELLER

Copie à : veronique.aimard@var.gouv.fr

6.2.6 Avis du SCOT Provence Verte Verdon

Syndicat Mixte Provence Verte Verdon



AVIS du SCoT Provence Verte Verdon sur le projet de modification n°1 de droit commun du PLU de Tavernes

22/04/2025

Sylvie BERTHOMIEU

Objet : Avis technique du Syndicat Mixte Provence Verte Verdon sur le projet de modification n°1 de droit commun du PLU de Tavernes

Cette note présente l'avis technique du SCoT sur le projet de modification n°1 de droit commun du PLU de Tavernes, au regard des orientations du SCoT approuvé le 30 janvier 2020.

La commune de Tavernes fait partie depuis le 1^{er} janvier 2014 de la Communauté de Communes Provence Verdon.

Dans l'armature urbaine du SCoT Provence Verte Verdon 2020-2040, la commune de Tavernes est considérée comme un bourg.

Le Syndicat Mixte Provence Verte Verdon est consulté, en tant que personne publique associée. D'après le Code de l'Urbanisme, le PLU doit être compatible avec le SCoT selon l'article L.111-1-1 IV (Les plans locaux d'urbanisme et les documents en tenant lieu ainsi que les cartes communales doivent être compatibles avec les schémas de cohérence territoriale et les schémas de secteur).

Les pièces transmises ont fait l'objet d'une lecture attentive de la part des services au regard de leur compatibilité avec le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) du SCoT de la Provence Verte Verdon approuvé en 2020.

La commune de Tavernes a engagé la procédure de modification de droit commun n°1 de son Plan Local d'Urbanisme (PLU), avec pour objectifs principaux :

- L'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU, située au nord du centre du village, afin de proposer une offre résidentielle diversifiée, adaptée tant à l'accueil des seniors qu'à l'installation de familles et de jeunes ménages. Ce développement sera encadré par des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) et une réglementation spécifique à la future zone 1AUb d'une surface de 1,1 ha.
- L'actualisation des emplacements réservés (ER), avec la suppression de ceux déjà acquis et la création de deux nouveaux ER pour accompagner le projet de la zone 1AUb (dessertes, stationnement, espaces verts et logements).
- L'amélioration de la prise en compte des continuités écologiques, par la révision des prescriptions relatives à la trame verte dans les zones U et AU, afin de renforcer leur efficacité.
- Le reclassement de deux parcelles actuellement en zone Uca vers la zone Ue, pour permettre l'extension d'une activité artisanale existante.
- La réécriture de certaines dispositions du règlement écrit, dans un souci de clarification (articles DC 5, DC 12, DC 17, Uc 15, Ub-Uc 5, Ud 2) ou d'assouplissement de règles jugées trop restrictives (articles DC 1, DC 15, DC 20, Ua 15, Ue 11, STECAL 2).
- La promotion des énergies renouvelables, avec notamment la facilitation de l'installation de panneaux photovoltaïques en toiture.
- Enfin, une nouvelle règle sera introduite dans les couronnes résidentielles pour encadrer la hauteur des constructions en limite séparative, dans le but de limiter les ombres portées sur les bâtiments voisins.

Le Plan Local d'Urbanisme de Tavernes, approuvé le 3 décembre 2019, repose sur une hypothèse de croissance démographique annuelle de 1,6 %. Cependant, cette prévision apparaît désormais surévaluée par rapport aux données plus récentes, notamment celles du SCoT, qui retient un rythme moyen de croissance de 0,7 %, et du SRADDET, qui l'estime à seulement 0,4 % par an.

Le PLU prévoit, dans les zones U et 1AU, une augmentation de 238 habitants entre 2020 et 2030, avec une population projetée à 1 621 habitants en 2030. À l'horizon 2040, le PADD envisage un maximum de 2 000 habitants, soit une croissance de 617 habitants correspondant à la création de 308 logements, en se basant sur une taille moyenne des ménages de 2,1 personnes (source INSEE 2021).

Or, ces projections s'écartent nettement des orientations fixées par le SCoT, qui classe Tavernes parmi les communes rurales. Dans ce cadre, l'objectif de production de logements est limité à une soixantaine de logements sur 20 ans.

Conformément à la loi climat et résilience, et selon les données du CEREMA, la commune a consommé 6,8 hectares de zones naturelles, agricoles et forestières (NAF) entre 2011 et 2021. Ainsi, pour la décennie 2021-2031, la consommation maximale autorisée est fixée à 3,4 hectares. Or, dès 2022, cette limite a été dépassée, avec 3,7 hectares déjà consommés.

L'analyse de la consommation foncière à l'intérieur de l'enveloppe urbaine, présentée dans l'*« Exposé des motifs »* de la modification de droit commun n°1 du PLU, révèle la disponibilité de 16 hectares encore mobilisables en zones U et AU. Ces surfaces se répartissent comme suit :

- 10 hectares situés en zones Uca et Ucb, à une certaine distance du centre du village ;
- 3,7 hectares en zones Ub et 1AU, plus proches du cœur de bourg ;
- 1,1 hectare (soit 11 000 m²) en zone 2AU, en périphérie immédiate du tissu urbain existant.

La modification n°1 du PLU envisage l'ouverture à l'urbanisation de cette zone 2AU, avec la réalisation d'un programme d'environ 15 logements. Si l'intérêt de ce programme localisé en première couronne n'est pas remis en cause, cette orientation, au regard des espaces déjà consommés et des potentiels encore mobilisables, apparaît en contradiction avec les objectifs de sobriété foncière définis par la loi climat et résilience (-50 % d'espaces consommés entre 2021-20231 par rapport à la période 2011-2021) et par le SCoT (sur la période 2020-

2040, réduction de la consommation d'espace destiné à la production de logements d'au moins 60% par rapport à la consommation de la décennie précédente).

Par ailleurs, la zone 2AU, située dans le prolongement du centre-bourg, justifierait une densité d'environ 25 logements par hectare, comme le prévoit le SCoT, plutôt que les 10 logements par hectare initialement envisagés.

Il serait, également, opportun d'intégrer à la réflexion la problématique du taux de vacance des logements, qui s'élève à 11,5 % dans la commune.

En conclusion :

Au vu des données analysées, le projet de modification n°1 de droit commun du PLU de la commune de Tavernes suscite certaines observations :

- L'hypothèse de croissance démographique annuelle est supérieure aux taux retenus dans le SCoT et le SRADDET,
- La consommation foncière envisagée ne correspond pas à la trajectoire retenue dans le SCoT et aux objectifs de la loi climat et résilience,
- Le volume de production de logements est supérieur aux objectifs prévus pour 2020-2040.

Au regard de ces éléments, la modification n°1 de droit commun du PLU de Tavernes, en l'état, n'est pas compatible avec le SCoT.



6.2.7 Avis de l'ARS

De : ARS-PACA-DT83-SANTE-ENVIRONNEMENT <ARS-PACA-DT83-SANTE-ENVIRONNEMENT@ars.sante.fr>

Envoyé : mercredi 19 mars 2025 13:47

À : urbanisme@mairie-tavernes.fr

Objet : TR: Demande de contribution : 001804/KKAC PLU - Tavernes - KK PP - PLU - Modification n°1 - info commune

Bonjour

Mes services ont été consultés par la DREAL pour l'examen au cas par cas de la modification n°1 du PLU de Tavernes.

Les dispositions prises pour lutter contre les îlots de chaleur vont dans le sens d'un urbanisme favorable à la santé, ce qui mérite d'être souligné.

Des améliorations peuvent néanmoins être apportées sur les volets suivants :

Le risque allergique

Afin de lutter contre les allergies aux pollens, l'article DC18 précise que les espèces végétales allergènes sont à éviter. La référence à une liste pourrait être ajoutée (cf. guide du Réseau National de Surveillance Aérobiologique (www.vegetation-enr-ville.org))

Les maladies liées aux moustiques

Afin de lutter contre les eaux stagnantes à l'origine de la prolifération de moustiques, cette modification de PLU aurait pu être l'occasion d'inscrire au règlement certaines prescriptions, et notamment :

- que les systèmes de récupération/stockage/réutilisation des eaux devront être étanches aux insectes afin d'éviter la prolifération de moustiques.
- que les toitures terrasses devront être planes, bénéficier d'une pente suffisante pour faire écouler les eaux pluviales ou être munies d'une pissette en point bas au ras du sol
- que les bassins de rétention devront être pouvoirs se vidanger dans un délai maximal de 72h

Je reste à votre disposition pour tout complément.

Cordialement

Alexandra MURIEL

Responsable de l'Unité Milieux Extérieurs

Service Santé Environnement

Délégation départementale du Var

ARS PACA

Tel : 04 13 55 89 28

www.paca.ars.sante.fr

6.3 Réponse de la commune aux avis des Personnes Publiques Associées

6.3.1 Avis du SCOT PVV et de la DDTM

❖ Ouverture à l'urbanisation

La réponse à ces deux avis est ici conjointe dans la mesure où le SCOT et la DDTM émettent un avis complémentaire sur l'ouverture à l'urbanisation de la zone d'urbanisation future.

Suite à la réception de ces avis, une réunion en mairie a été organisée en présence du SCOT et de la commune pour échanger sur la compatibilité du PLU approuvé en 2019 avec le SCOT approuvé en 2020. A noter que le PLU approuvé en 2019 a bien justifié sa compatibilité avec le SCOT alors en vigueur (SCOT Provence Verte approuvé en 2014).

Lors de cette réunion de travail, la question de la consommation d'espace, de la projection démographique et de la production de logements a été abordée. L'intérêt de l'ouverture à l'urbanisation de la zone a été validé par les participants.

La commune a ensuite échangé avec les services de l'Etat qui ont également validé l'intérêt de cette ouverture à l'urbanisation (maintien des jeunes actifs, des familles et des séniors sur le territoire en créant un quartier multigénérationnel en contact avec le centre villageois facilitant les déplacements doux, la consommation dans les commerces de proximité, l'usage des transports en commun, ...).

Concernant la consommation d'espace, la loi Climat et résilience du 22 août 2021 accordait aux régions un délai de deux ans à compter de la promulgation de la loi afin d'intégrer dans leur SRADDET un objectif de réduction du rythme de l'artificialisation des sols (jusqu'au 22 août 2023). Ce délai était fixé au 22 août 2026 pour les SCoT et au 22 août 2027 pour les PLU et les cartes communales.

La loi du 21 février 2022, dite loi 3DS avait accordé un délai de six mois supplémentaires aux régions pour leur permettre de faire évoluer leur schéma régional, soit jusqu'au 22 février 2024. Cette prolongation n'avait cependant pas bénéficié aux autres documents d'urbanisme (SCoT, PLU et cartes communales).

La loi n°2023-630 du 20 juillet 2023 visant à faciliter la mise en œuvre de la loi Climat et résilience du 22 août 2021 et à renforcer l'accompagnement des élus locaux fixe de nouveaux délais. Elle reporte ainsi de :

- *neuf mois le délai d'approbation des SRADDET (22 novembre 2024) ;*
- *six mois celui des SCoT (22 février 2027) ;*
- *six mois celui des PLU et cartes communales (22 février 2028).*

La loi Trace, en cours de débat depuis le printemps 2025 (assemblée et Sénat) devrait prolonger une nouvelle fois ces délais.

Voté le 3 juillet 2025, le SRADDET PACA vient d'intégrer les objectifs de réduction du rythme de l'artificialisation des sols. Ce vote est intervenu 6 mois après la notification de la procédure de modification du PLU de Tavernes aux Personnes Publiques Associées.

Le SCOT PVV approuvé en 2020 n'intègre pas les objectifs du SRADDET de 2025.

Le PLU de Tavernes devra intégrer les objectifs du SCOT lorsque celui-ci intègrera les objectifs du SRADDET. Cette intégration pourra être réalisée à l'occasion d'une évolution du PLU. Le projet communal, démographique entre autres, sera alors réinterrogé et le règlement et zonage du PLU seront réenvisagés pour répondre aux objectifs régionaux et intercommunaux comme le demande la loi. Ainsi, la réflexion portera plutôt sur les espaces résidentiels les plus éloignés, et moins sur les terrains proches du cœur du village.

L'ouverture à l'urbanisation du quartier Danielle Sault sera donc maintenue dans la présente procédure de modification. Par la suite, et en temps voulu, la Commune de Tavernes concertera avec le SCOT et la DDTM afin d'avancer sur la prise en compte des objectifs dictés par la loi climat et résilience, appliquée au SCOT puis au territoire communal.

Conclusion : Pas d'évolution du document.

6.3.2 Avis de la CDPENAF et de la DDTM

La commission CDPENAF, saisie au titre du L151-13 du code de l'urbanisme a émis un avis favorable concernant l'évolution du règlement écrit du STECAL « Nsta », sous réserve de limiter la surface de plancher ou l'emprise

au sol de l'extension des constructions autorisés.

Pour mémoire, c'est le PLU approuvé en 2019 qui a délimité et réglementé le STECAL « Nsta ». Ainsi, dans le PLU approuvé en 2019 :

- *L'article 2 du règlement du STECAL « Nsta » autorise les constructions nécessaires à l'activité équestre et 20 HLL.*
- *L'article 5 du règlement autorise :*
 - *430 m² d'emprise au sol pour les constructions existantes*
 - *150 m² pour les futures constructions*
 - *20 HLL de 25 m² chacun.*

En 2025, le PLU modifié par la présente procédure autorise dans son article 2 (en plus des constructions autorisées par le PLU de 2019), l'extension des construction existantes et une piscine.

La piscine existe déjà et sa réalisation est antérieure au PLU approuvé en 2019.

L'extension des constructions existante doit s'inscrire dans les emprises au sol autorisées par le PLU approuvé en 2019, à savoir 150 m² de « futures constructions » (article 5).

Ainsi l'emprise au sol de l'extension des constructions est bien encadrée par le PLU.

La DDTM, dans son avis, indique que la présence d'un aléa incendie doit conduire à la suppression de la possibilité d'implanter des HLL dans le STECAL. Ce STECAL, à destination touristique, a été délimité et réglementé par le PLU approuvé en 2019. Il n'a pas fait l'objet de remarque spécifique dans le cadre des avis des PPA, ni de contrôle de légalité suite à l'approbation du PLU.

L'activité autorisée par le PLU approuvé en 2019 est aujourd'hui existante et légale. Le PLU ne va pas supprimer la destination touristique de ce secteur.

Conclusion : Pas d'évolution du document.

6.3.3 Avis de la DDTM

❖ Antenne relais

La DDTM demande de préciser dans le règlement que les antennes relais ne sont autorisées qu'en zone A, U ou AU.

Or, la jurisprudence indique qu'en l'absence d'une étude spécifique, qui justifierait l'interdiction des antennes relais sur un secteur précis, une telle disposition serait illégale.

Par conséquent : il est proposé de ne pas interdire les antennes relais dans les zones N mais de préciser les méthodes à mettre en œuvre pour les rendre le moins impactantes possible.

Par exemple : « *Dans les zones naturelles N, les antennes relais de radiotéléphonie sont autorisées sous conditions : Mutualisation des dispositifs sur une antenne préexistante, accroche des antennes sur un seul mât, couleurs et matériaux en harmonie avec leur environnement immédiat ou possibilité de camouflage avec un habillage de végétation synthétique* ».

Conclusion : nous proposons une évolution du règlement : l'article DC1 serait modifié.

❖ Retrait-Gonflement des argiles

La carte d'exposition du territoire au phénomène de retrait-gonflement des argiles (consultable sur le site internet Géorisques : <https://www.georisques.gouv.fr/citoyen-recherche-map>) a pour but d'identifier les zones exposées au phénomène où s'appliquent les dispositions réglementaires introduites par l'article 68 de la loi ELAN.

- *La carte d'exposition qualifie l'exposition de certains territoires au phénomène de retrait-gonflement des sols argileux.*

En application de l'article 68 de la loi ELAN du 23 novembre 2018, le décret du conseil d'Etat n°2019-495 du 22 mai 2019 a créé une section du Code de la construction et de l'habitation spécifiquement consacrée à la prévention des risques de mouvements de terrain différentiel consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols.

L'objectif de cette mesure législative est de réduire le nombre de sinistres liés à ce phénomène en imposant la réalisation d'études de sol préalablement à la construction dans les zones exposées au retrait-gonflement d'argile.

La carte d'exposition doit permettre d'identifier les zones exposées au phénomène de retrait gonflement des argiles où s'appliquent les nouvelles dispositions réglementaires (zones d'exposition moyenne et forte).

L'arrêté ministériel du 22 juillet 2020 officialise le zonage proposé par la carte d'exposition publiée depuis janvier 2020 sur Géorisques.

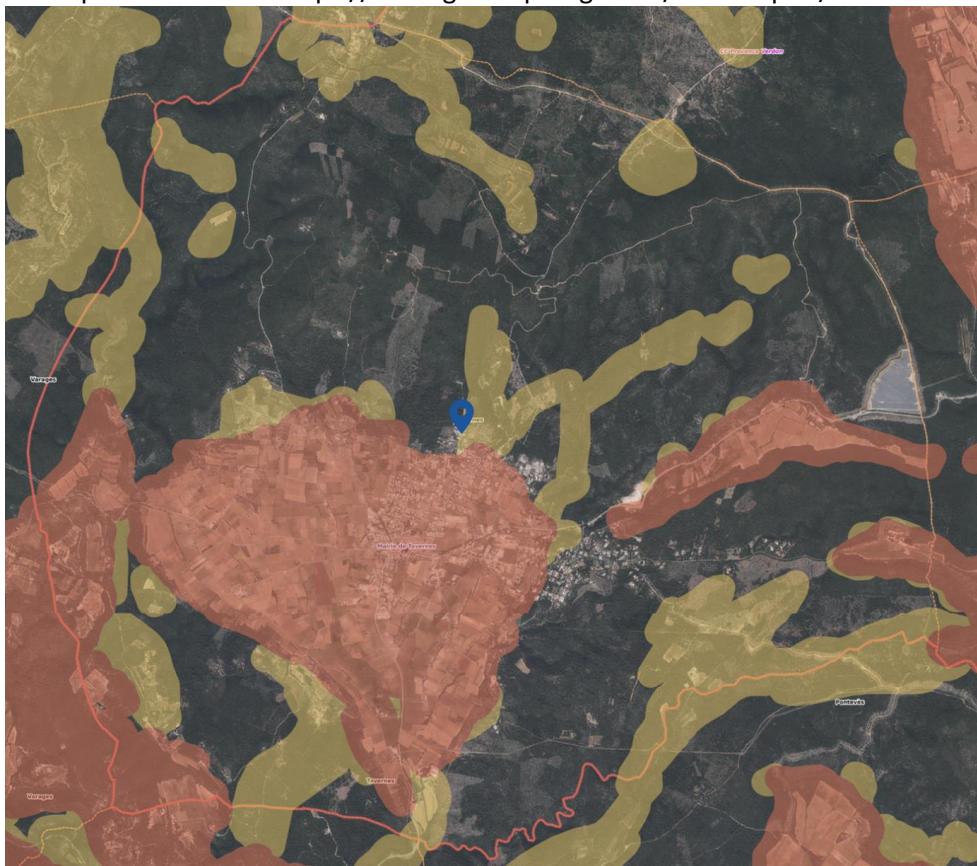
Le décret n° 2019-495 du 22 mai 2019 impose la réalisation de deux études de sol dans les zones d'exposition moyenne ou forte au retrait-gonflement des argiles :

- *A la vente d'un terrain constructible : le vendeur a l'obligation de faire réaliser un diagnostic du sol vis-à-vis du risque lié à ce phénomène ;*
- *Au moment de la construction de la maison : l'acheteur doit faire réaliser une étude géotechnique à destination du constructeur. Si cette étude géotechnique révèle un risque de mouvement de terrain différentiel consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols, le constructeur doit en suivre les recommandations et respecter les techniques particulières de construction définies par voie réglementaire.*

Le porter à connaissance communal est à consulter sur le site de la Préfecture du Var : www.var.gouv.fr. Onglet Actions de l'État > Risques naturels et technologiques > Quels risques dans ma commune ?

Pour information

Carte de l'exposition au retrait-gonflement des argiles sur la commune de Tavernes (la cartographie officielle est disponible sur le site <https://www.georisques.gouv.fr/mes-risques/connaitre-les-risques-pres-de-chez-moi>)



Conclusion : nous proposons une évolution du document : règlement écrit ➔ création de l'article DG 21 « aléa retrait-gonflement des argiles » reprenant les éléments ci-dessus.

6.3.4 Avis de l'ARS

L'agence régionale de santé indique que l'article DC18 pourrait faire référence à une liste d'espèces allergènes à éviter.

A toutes fins utiles l'article DC18 pourra être complété par le lien internet transmis par l'ARS (www.vegetation-en-ville.org)

L'agence régionale de santé indique que la modification du PLU peut être l'occasion de rajouter des précisions pour lutter contre les moustiques et les maladies liées.

L'article DC26 pourra être complété pour prendre en compte cette demande :

- *Les systèmes de récupération /stockage/ réutilisation des eaux devront être étanches aux insectes pour éviter la prolifération des moustiques. Dans le cas de système de rétention/infiltration à l'air libre, le temps de vidange ne doit pas dépasser 72 h.*
- *Les gites larvaires doivent être éviter (pente suffisante pour l'évacuation des eaux de pluie sur les terrasses et toitures, entretien des avaloirs et gouttières).*

Conclusion : nous proposons une évolution du document : règlement écrit DC18 et DC26 modifiés par les éléments ci-dessus.

6.3.5 Avis du Département

Le Département émet un avis favorable avec une réserve sur la sortie sur la RD71.

La commune se rapprochera en temps voulu avec le service des infrastructures et des mobilités du Département pour assurer la sécurité des usagers.

Conclusion : Pas d'évolution du document

6.3.6 Avis de l'INAO et de la Chambre d'agriculture

L'INAO et la chambre n'ont pas formulé d'observation sur cette procédure.

Conclusion : Pas d'évolution du document

7 Décision du tribunal administratif

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECISION DU

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE TOULON

18/09/2025

N° E25000079 /83

LA MAGISTRATE EN CHARGE DES ENQUETES
PUBLIQUES

E- Décision désignation commission ou commissaire du 18/09/2025

Vu la lettre, enregistrée le 10/09/2025, par laquelle le maire de la commune de Tavernes demande la désignation d'un commissaire-enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet :

Le projet de modification n°1 du plan local d'urbanisme de la commune de Tavernes ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la décision par laquelle le président du tribunal a désigné Mme Hermine LE GARS en qualité de magistrate déléguée aux enquêtes publiques ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire-enquêteur établies au titre de l'année 2025 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Monsieur Paul STACHO est désigné en qualité de commissaire-enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 2 : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire-enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

ARTICLE 3 : La présente décision sera notifiée au maire de la commune de Tavernes et à Monsieur Paul STACHO, commissaire-enquêteur.

Fait à TOULON, le 18/09/2025

La magistrate déléguée,

Hermine LE GARS

8 Arrêté municipal d'enquête publique

8.1 Arrêté du 7 octobre 2025

COMMUNE
DE
TAVERNES

EXTRAIT DU REGISTRE 2025-
DES ARRETES DU MAIRE DU 07/10/2025

ARRETE N° 199 DV/PA

ARRETE MUNICIPAL PRESCRIVANT L'ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE À LA MODIFICATION N°1 DE DROIT COMMUN DU PLAN LOCAL D'URBANISME (P.L.U.) DE TAVERNES

Le Maire de la Commune de Tavernes,

VU le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L153-36 et suivants et L153-41 et suivants ;
 VU le code de l'environnement et notamment les articles du chapitre III du titre II du livre Ier ;
 VU le décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement ;
 VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R123-11 du code de l'environnement ;
 VU la révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Tavernes approuvée par délibération du Conseil Municipal du **3 décembre 2019** ;
 VU la prescription de la procédure de modification n°1 de droit commun du Plan Local d'Urbanisme de Tavernes par délibération du Conseil Municipal du **17 février 2025** ;
 VU les avis des Personnes Publiques Associées reçus ;
 VU la décision de l'autorité environnementale N° **001804/KK AC PLU** du **30 avril 2025** ;
 VU la décision n°**E25000079/83** du **18 septembre 2025** de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Toulon, désignan
 t Monsieur **Paul STACHO**, fonctionnaire territorial retraité, en qualité de commissaire enquêteur ;
 VU les pièces du dossier soumis à l'enquête publique ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Dates et objet de l'enquête

Il sera procédé à une enquête publique, **conformément aux articles L 123-1 et suivants et R123-1 et suivant du Code de l'Environnement** relative au projet de modification n°1 de droit commun du plan local d'urbanisme (PLU) de Tavernes dans les formes prévues au chapitre III du titre II du Livre Ier du code de l'environnement, qui se déroulera du **lundi 3 novembre 2025 à 8h30 au vendredi 5 décembre 2025 à 17h00, soit 33 jours consécutifs**.

Cette enquête publique a pour objet de permettre à la population et à toutes personnes intéressées d'examiner le projet de modification n°1 de droit commun du PLU de Tavernes et de formuler des remarques et observations préalablement à l'approbation du document.

Caractéristiques principales du projet de modification n°1 de droit commun du PLU :

1°) Mise à jour des emplacements réservés : Modification des emplacements réservés (ER) pour mettre à jour la liste des ER qui ont été acquis, modifier et prévoir de nouveaux ER dédiés au projet de la zone 2AU (voie de desserte, stationnement, espaces verts et programme de logements). Le document du PLU qui sera modifié est le document 4.1.3 « Prescriptions Graphiques Règlementaires ».

2°) Compléments apportés aux prescriptions graphiques règlementaires : Apporter une réglementation plus vertueuse au maintien des continuités écologiques en retravaillant la règle relative aux prescriptions règlementaires de la trame verte en zones U et AU. Le document du PLU qui sera modifié est le document 4.1.3 « Prescriptions Graphiques Règlementaires ».

3°) Compléments apportés au règlement écrit du PLU :

- Réécriture de certaines règles du règlement écrit pour apporter plus de clarté (DC 5, DC 12, DC 17, Uc 15, Ub-Uc 5, Ud 2) ou pour assouplir celles avérées trop contraignantes (DC 1, DC 15, DC20, Ua 15, Ue 11, STECAL 2).

.../... (*suite de l'arrêté n°199*)

2025-

- Encourager le développement des énergies renouvelables, et particulièrement l'installation de panneaux photovoltaïques en toiture.
- Dans les couronnes résidentielles, une nouvelle règle traitera de la hauteur des constructions en limite séparative pour éviter les ombres portées sur les constructions avoisinantes.
Le document du PLU qui sera modifié est le document 4.1.1 « Règlement – pièce écrite ».

4°) Modifications du zonage au sein de l'enveloppe constructible :

- Permettre l'extension d'une activité artisanale en reclassant deux parcelles de zone Uca en zone Ue.
- Ouvrir à l'urbanisation la zone « 2AU », située entre le cœur du village et la zone résidentielle, pour offrir une trajectoire résidentielle adaptée non seulement à l'accompagnement des seniors, mais aussi pour permettre aux familles et jeunes ménages de s'installer. Des orientations d'aménagement et de programmation (OAP) et une réglementation adaptée à la nouvelle zone désormais intitulée « 1AUb » permettront d'encadrer le futur développement du secteur.

ARTICLE 2 : Évaluation environnementale

Conformément au 3° de l'article R104-12 du code de l'urbanisme, la commune a saisi l'autorité environnementale pour un examen au cas par cas le **5 mars 2025**.

Conformément à l'article R104-35 du code de l'urbanisme, l'autorité environnementale mentionnée à l'article R. 104-21 a décidé de rendre un avis conforme sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale pour la procédure de modification n°1 de droit commun du PLU de Tavernes.

Conformément au R104-35 du code de l'urbanisme, l'avis conforme n°**001804/KK AC PLU du 30 avril 2025** fait partie du dossier d'enquête publique.

ARTICLE 3 : Commissaire enquêteur

Monsieur **Paul STACHO** a été désigné commissaire enquêteur par le Président du Tribunal Administratif de Toulon par décision n°**E25000079/83** du **18 septembre 2025**.

ARTICLE 4 : Consultation du dossier d'enquête publique

Le dossier d'enquête publique comprenant le dossier de projet de modification n°1 de droit commun du PLU, les pièces qui l'accompagnent, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillet non mobile, côté et paraphé par le commissaire enquêteur sera déposé à la **mairie de Tavernes** pendant toute la durée de l'enquête : **lundi, mardi et jeudi de 8h00 à 16h00, mercredi de 8h00 à 12h00 et vendredi de 8h00 à 15h00**.

Le dossier d'enquête publique sera également disponible durant l'enquête publique sur le site Internet suivant : www.mairie-tavernes.fr

Un poste informatique avec accès internet sera mis à disposition du public à la mairie.

À compter du **lundi 3 novembre 2025 à 8h30**, jusqu'au **vendredi 5 décembre 2025 à 17h00**, chacun pourra prendre connaissance du dossier de projet de modification n°1 de droit commun du PLU et **consigner éventuellement ses observations** :

- Sur le **registre papier** d'enquête disponible en Mairie, aux jours et horaires cités ci-dessus,
- Par **courrier postal** à l'adresse suivante : M. le commissaire enquêteur « *Enquête publique - modification n°1 de droit commun du PLU* » 15 place de la Mairie 83 670 Tavernes,
- Sur l'**adresse mail** : enquete-publique-tavernes@orange.fr
- Et auprès du commissaire enquêteur pendant ses permanences organisées en mairie, 15 place de la Mairie 83 670 Tavernes.

Les observations et propositions du public transmises par voie postale, ainsi que les observations écrites seront consultables dans le registre déposé en mairie.

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique sont consultables sur le site internet www.mairie-tavernes.fr dans les meilleurs délais.

.../... (*suite de l'arrêté n°199*)

2025-

ARTICLE 5 : Permanences du Commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur recevra le public en mairie, 15 place de la Mairie 83 670 Tavernes, aux jours et heures suivantes :

- **Lundi 3 novembre 2025 de 8h30 à 12h00 (ouverture de l'enquête),**
- **Jeudi 20 novembre 2025 de 8h30 à 12h00,**
- **Vendredi 5 décembre 2025 de 13h30 à 17h00 (clôture de l'enquête).**

ARTICLE 6 : Avis d'enquête

Un avis au public faisant connaitre l'ouverture de l'enquête ainsi que les informations précisées par l'article R123.9 et suivants du code de l'environnement sera publié quinze jours au moins avant le début de l'enquête, et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête dans deux journaux diffusés dans le département.

Cet avis sera publié sur le site internet de la commune www.mairie-tavernes.fr au moins quinze jours avant le début de l'enquête.

Cet avis sera affiché dans les conditions définies par le présent arrêté conformément aux caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionnés dans l'arrêté ministériel du 24 avril 2012, à la mairie et sur divers panneaux d'information situés sur le territoire de la commune de Tavernes.

L'exécution des formalités d'affichage sera justifiée par des certificats de Monsieur le Maire annexés au dossier d'enquête. Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à l'enquête publique.

ARTICLE 7 : Fin d'enquête

À l'expiration du délai d'enquête publique, le registre sera clos et signé par le commissaire enquêteur, qui rencontrera sous huit jours Monsieur le Maire afin de lui communiquer un procès-verbal de synthèse des observations.

Dans un délai de quinze jours, Monsieur le Maire pourra éventuellement produire ses observations. Le commissaire enquêteur rendra son rapport et ses conclusions motivées dans un délai de 30 jours à compter de la fin de l'enquête, accompagné du registre et des pièces annexées.

ARTICLE 8 : Rapport, conclusions et avis motivé du commissaire enquêteur

Le rapport, conforme aux dispositions des articles L.123-15 et R.123-19 du code de l'environnement, relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations, propositions et contre-propositions recueillies. Les conclusions motivées seront consignées dans un document séparé précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves, ou défavorables au projet.

Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera adressée à Monsieur le Préfet du département Var et à Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Toulon.

Une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur sera déposée en mairie et sur le site internet suivant www.mairie-tavernes.fr pour y être tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, conformément aux dispositions de l'article R.123-21 du code de l'environnement.

ARTICLE 9 : Demande d'informations sur l'enquête publique

Toutes informations relatives à l'organisation de l'enquête publique peuvent être demandées, auprès de Monsieur le Maire de Tavernes :

- par courrier à l'adresse suivante : Monsieur le Maire, Mairie de Tavernes « *Enquête publique - modification n°1 de droit commun du PLU* » 15 place de la Mairie 83 670 Tavernes
- par téléphone au 04 98 05 36 36

ARTICLE 10 : Recours

Toute personne physique ou morale peut contester le présent arrêté dans un délai de deux mois à compter de la date de sa parution par la voie d'un recours gracieux ou par la saisine de Monsieur le Préfet du Var, en application de l'article L 2131-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, par la voie d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulon.

.../... (*suite de l'arrêté n°199*)

2025-

ARTICLE 11 : Exécution de l'arrêté

L'exécution du présent arrêté est à la charge de Monsieur le Maire de Tavernes et du commissaire enquêteur, chacun en ce qui le concerne.

ARTICLE 12 : Ampliation

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- M. Le Préfet du Var,
- M. Le Président du Tribunal Administratif de Toulon,
- et à M. le commissaire enquêteur.

Fait à Tavernes, le 07 octobre 2025



8.2 Arrêté modificatif du 6 novembre 2025

**COMMUNE
DE
TAVERNES**

**EXTRAIT DU REGISTRE 2025-
DES ARRETES DU MAIRE DU 06/11/2025**

ARRETE N° 220 DV/PA

**ARRETE MODIFICATIF DE L'ARRETE MUNICIPAL N°199/PA DU 07
OCTOBRE PRESCRIVANT L'ENQUÊTE PUBLIQUE
RELATIVE À LA MODIFICATION N°1 DE DROIT COMMUN DU PLAN
LOCAL D'URBANISME (P.L.U.) DE TAVERNES**

Le Maire de la Commune de Tavernes,

VU le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L153-36 et suivants et L153-41 et suivants ;
VU le code de l'environnement et notamment les articles du chapitre III du titre II du livre Ier ;
VU le décret n°2011-2018 du 29 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement ;
VU l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionné à l'article R123-11 du code de l'environnement ;
VU la révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Tavernes approuvée par délibération du Conseil Municipal du **3 décembre 2019** ;
VU la prescription de la procédure de modification n°1 de droit commun du Plan Local d'Urbanisme de Tavernes par délibération du Conseil Municipal du **17 février 2025** ;
VU les avis des Personnes Publiques Associées reçus ;
VU la décision de l'autorité environnementale N° **001804/KK AC PLU du 30 avril 2025** ;
VU la décision n°**E25000079/83 du 18 septembre 2025** de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Toulon, désignant Monsieur **Paul STACHO**, fonctionnaire territorial retraité, en qualité de commissaire enquêteur ;
VU les pièces du dossier soumis à l'enquête publique ;

VU l'arrêté municipal n°199 PA du 7 octobre 2025 prescrivant l'enquête publique de la procédure de modification de droit commun n°1 du PLU comportant une erreur dans l'adresse mail dédiée au dépôt des observations pendant l'enquête

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Dates et objet de l'enquête

Il sera procédé à une enquête publique, conformément aux articles **L 123-1 et suivants et R123-1 et suivant du Code de l'Environnement** relative au projet de modification n°1 de droit commun du plan local d'urbanisme (PLU) de Tavernes dans les formes prévues au chapitre III du titre II du Livre Ier du code de l'environnement, qui se déroulera du **lundi 3 novembre 2025 à 8h30 au vendredi 5 décembre 2025 à 17h00, soit 33 jours consécutifs**.

Cette enquête publique a pour objet de permettre à la population et à toutes personnes intéressées d'examiner le projet de modification n°1 de droit commun du PLU de Tavernes et de formuler des remarques et observations préalablement à l'approbation du document.

Caractéristiques principales du projet de modification n°1 de droit commun du PLU :

1°) Mise à jour des emplacements réservés : Modification des emplacements réservés (ER) pour mettre à jour la liste des ER qui ont été acquis, modifier et prévoir de nouveaux ER dédiés au projet de la zone 2AU (voie de desserte, stationnement, espaces verts et programme de logements). Le document du PLU qui sera modifié est le document 4.1.3 « Prescriptions Graphiques Réglementaires ».

.../... (suite de l'arrêté n°220)

2025-

2°) Compléments apportés aux prescriptions graphiques réglementaires : Apporter une réglementation plus vertueuse au maintien des continuités écologiques en retravaillant la règle relative aux prescriptions réglementaires de la trame verte en zones U et AU. Le document du PLU qui sera modifié est le document 4.1.3 « Prescriptions Graphiques Réglementaires ».

3°) Compléments apportés au règlement écrit du PLU :

- Réécriture de certaines règles du règlement écrit pour apporter plus de clarté (DC 5, DC 12, DC 17, Uc 15, Ub-Uc 5, Ud 2) ou pour assouplir celles avérées trop contraignantes (DC 1, DC 15, DC20, Ua 15, Ue 11, STECAL 2).

- Encourager le développement des énergies renouvelables, et particulièrement l'installation de panneaux photovoltaïques en toiture.
- Dans les couronnes résidentielles, une nouvelle règle traitera de la hauteur des constructions en limite séparative pour éviter les ombres portées sur les constructions avoisinantes.

Le document du PLU qui sera modifié est le document 4.1.1 « Règlement – pièce écrite ».

4°) Modifications du zonage au sein de l'enveloppe constructible :

- Permettre l'extension d'une activité artisanale en reclassant deux parcelles de zone Uca en zone Ue.
- Ouvrir à l'urbanisation la zone « 2AU », située entre le cœur du village et la zone résidentielle, pour offrir une trajectoire résidentielle adaptée non seulement à l'accompagnement des seniors, mais aussi pour permettre aux familles et jeunes ménages de s'installer. Des orientations d'aménagement et de programmation (OAP) et une réglementation adaptée à la nouvelle zone désormais intitulée « 1Aub » permettront d'encadrer le futur développement du secteur.

ARTICLE 2 : Évaluation environnementale

Conformément au 3° de l'article R104-12 du code de l'urbanisme, la commune a saisi l'autorité environnementale pour un examen au cas par cas le **5 mars 2025**.

Conformément à l'article R104-35 du code de l'urbanisme, l'autorité environnementale mentionnée à l'article R. 104-21 a décidé de rendre un avis conforme sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale pour la procédure de modification n°1 de droit commun du PLU de Tavernes.

Conformément au R104-35 du code de l'urbanisme, l'avis conforme n°**001804/KK AC PLU du 30 avril 2025** fait partie du dossier d'enquête publique.

ARTICLE 3 : Commissaire enquêteur

Monsieur **Paul STACHO** a été désigné commissaire enquêteur par le Président du Tribunal Administratif de Toulon par décision n°**E25000079/83** du **18 septembre 2025**.

ARTICLE 4 : Consultation du dossier d'enquête publique

Le dossier d'enquête publique comprenant le dossier de projet de modification n°1 de droit commun du PLU, les pièces qui l'accompagnent, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillet non mobile, côté et paraphé par le commissaire enquêteur sera déposé à la **mairie de Tavernes** pendant toute la durée de l'enquête : **lundi, mardi et jeudi de 8h00 à 16h00, mercredi de 8h00 à 12h00 et vendredi de 8h00 à 15h00**.

Le dossier d'enquête publique sera également disponible durant l'enquête publique sur le site Internet suivant : www.mairie-tavernes.fr

Un poste informatique avec accès internet sera mis à disposition du public à la mairie.

À compter du **lundi 3 novembre 2025 à 8h30, jusqu'au vendredi 5 décembre 2025 à 17h00**, chacun pourra prendre connaissance du dossier de projet de modification n°1 de droit commun du PLU et consigner éventuellement ses observations :

- Sur le **registre papier** d'enquête disponible en Mairie, aux jours et horaires cités ci-dessus,

.../... (*suite de l'arrêté n°220*)

2025-

- Par **courrier postal** à l'adresse suivante : M. le commissaire enquêteur « *Enquête publique - modification n°1 de droit commun du PLU* » 15 place de la Mairie 83 670 Tavernes,
- Sur l'**adresse mail** : enquete-publique-tavernes@outlook.fr
- Et auprès du commissaire enquêteur pendant ses permanences organisées en mairie, 15 place de la Mairie 83 670 Tavernes.

Les observations et propositions du public transmises par voie postale, ainsi que les observations écrites seront consultables dans le registre déposé en mairie.

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique sont consultables sur le site internet www.mairie-tavernes.fr dans les meilleurs délais.

ARTICLE 5 : Permanences du Commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur recevra le public en mairie, 15 place de la Mairie 83 670 Tavernes, aux jours et heures suivantes :

- **Lundi 3 novembre 2025 de 8h30 à 12h00 (ouverture de l'enquête),**
- **Jeudi 20 novembre 2025 de 8h30 à 12h00,**
- **Vendredi 5 décembre 2025 de 13h30 à 17h00 (clôture de l'enquête).**

ARTICLE 6 : Avis d'enquête

Un avis au public faisant connaitre l'ouverture de l'enquête ainsi que les informations précisées par l'article R123.9 et suivants du code de l'environnement sera publié quinze jours au moins avant le début de l'enquête, et rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête dans deux journaux diffusés dans le département.

Cet avis sera publié sur le site internet de la commune www.mairie-tavernes.fr au moins quinze jours avant le début de l'enquête.

Cet avis sera affiché dans les conditions définies par le présent arrêté conformément aux caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionnés dans l'arrêté ministériel du 24 avril 2012, à la mairie et sur divers panneaux d'information situés sur le territoire de la commune de Tavernes.

L'exécution des formalités d'affichage sera justifiée par des certificats de Monsieur le Maire annexés au dossier d'enquête. Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à l'enquête publique.

ARTICLE 7 : Fin d'enquête

À l'expiration du délai d'enquête publique, le registre sera clos et signé par le commissaire enquêteur, qui rencontrera sous huit jours Monsieur le Maire afin de lui communiquer un procès-verbal de synthèse des observations.

Dans un délai de quinze jours, Monsieur le Maire pourra éventuellement produire ses observations. Le commissaire enquêteur rendra son rapport et ses conclusions motivées dans un délai de 30 jours à compter de la fin de l'enquête, accompagné du registre et des pièces annexées.

ARTICLE 8 : Rapport, conclusions et avis motivé du commissaire enquêteur

Le rapport, conforme aux dispositions des articles L.123-15 et R.123-19 du code de l'environnement, relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations, propositions et contre-propositions recueillies. Les conclusions motivées seront consignées dans un document séparé précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves, ou défavorables au projet.

Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera adressée à Monsieur le Préfet du département Var et à Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Toulon.

Une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur sera déposée en mairie et sur le site internet suivant www.mairie-tavernes.fr pour y être tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, conformément aux dispositions de l'article R.123-21 du code de l'environnement.

.../... (*suite de l'arrêté n°220*)

2025-

ARTICLE 9 : Demande d'informations sur l'enquête publique

Toutes informations relatives à l'organisation de l'enquête publique peuvent être demandées, auprès de Monsieur le Maire de Tavernes :

- par courrier à l'adresse suivante : Monsieur le Maire, Mairie de Tavernes « *Enquête publique - modification n°1 de droit commun du PLU* » 15 place de la Mairie 83 670 Tavernes
- par téléphone au 04 98 05 36 36

ARTICLE 10 : Recours

Toute personne physique ou morale peut contester le présent arrêté dans un délai de deux mois à compter de la date de sa parution par la voie d'un recours gracieux ou par la saisine de Monsieur le Préfet du Var, en application de l'article L 2131-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, par la voie d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulon.

ARTICLE 11 : Exécution de l'arrêté

L'exécution du présent arrêté est à la charge de Monsieur le Maire de Tavernes et du commissaire enquêteur, chacun en ce qui le concerne.

ARTICLE 12 : Ampliation

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- M. Le Préfet du Var,
- M. Le Président du Tribunal Administratif de Toulon,
- et à M. le commissaire enquêteur.

Fait à Tavernes, le 06 novembre 2025



9 Avis d'enquête publique

9.1 Avis d'enquête publique (format réduit) V1

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Projet de Modification n°1 de droit commun du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Tavernes

Par arrêté municipal n°199 PA en date du **7 octobre 2025** le Maire de la commune de Tavernes a ordonné l'ouverture d'une enquête publique sur le projet de Modification n°1 de droit commun du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

L'autorité environnementale a rendu un avis conforme sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale pour la Modification n°1 de droit commun du PLU. Cet avis est joint au dossier d'enquête publique.

M. STACHO a été désigné commissaire enquêteur par le Président du Tribunal Administratif de Toulon.

**L'enquête se déroulera en Mairie de Tavernes du lundi 3 novembre 2025
à 8h30 au vendredi 5 décembre 2025 à 17h00**

Le projet de Modification n°1 de droit commun du PLU vise à mettre à jour des emplacements réservés, compléter les prescriptions graphiques réglementaires, apporter des compléments au règlement écrit et modifier le zonage au sein de l'enveloppe constructible pour permettre l'extension d'une activité artisanale et ouvrir à l'urbanisation la zone 2AU.

Le dossier d'enquête publique est consultable :

- En mairie pendant toute la durée de l'enquête **lundi, mardi et jeudi de 8h00 à 16h00, mercredi de 8h à 12h00 et vendredi de 8h à 15h00**
- Sur le site internet www.mairie-tavernes.fr

Chacun pourra consigner éventuellement ses observations **du lundi 3 novembre 2025 à 8h30 au vendredi 5 décembre 2025 à 17h00** :

- Sur le **registre papier** d'enquête disponible en Mairie, aux jours et horaires cités ci-dessus
- Par **courrier postal** : M. le commissaire enquêteur, Modification n°1 de droit commun du PLU, Mairie de Tavernes 15 place de la Mairie 83 670 Tavernes
- Par **mail** : enquete-publique-tavernes@orange.fr
- **Auprès du commissaire enquêteur** pendant ses permanences organisées à la mairie aux jours et horaires suivants :
 - **Lundi 3 novembre 2025 de 8h30 à 12h00 (ouverture de l'enquête),**
 - **Jeudi 20 novembre 2025 de 8h30 à 12h00,**
 - **Vendredi 5 décembre 2025 de 13h30 à 17h00 (clôture de l'enquête).**

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront à la disposition du public à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture, et sur le site www.mairie-tavernes.fr et ce pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

A l'issue de cette enquête, le conseil municipal se prononcera par délibération sur l'approbation de la Modification n°1 de droit commun du PLU, éventuellement modifiée pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier d'enquête, et notamment des personnes publiques associées, des observations du public et des conclusions motivées du commissaire enquêteur.

Les informations relatives à l'enquête publique peuvent être demandées auprès du Maire **par courrier** : M. le Maire, Modification n°1 de droit commun du PLU, Mairie de Tavernes 15 place de la Mairie 83 670 Tavernes ou **par téléphone** au 04 98 05 36 36.

9.2 Certificat d'affichage V1



Département du Var

MAIRIE DE
TAVERNES



POLICE
MUNICIPALE



15 place de la Mairie
83670 Tavernes

Tél : 06.12.27.24.69
Fax : 04.94.72.39.84
E-mail :
police@mairie-tavernes.fr

REFERENCES

Rapport n° :
013/2025

Affaire :
Enquête publique
Relative au
modificatif du PLU

Feuillet :1/7

P/jointes : dix
clichés photo des
panneaux et
barrières avec
l'affichage.

OBJET
Pose et constatation
de l'affichage de
l'enquête publique
sur le territoire de
la Commune

REPUBLIQUE FRANÇAISE

RAPPORT DE CONSTAT D'AFFICHAGE

L'an deux mille vingt-cinq, le dix-sept du mois d'octobre.

Nous, Gardien-Brigadier de police municipale Lionel BEAULIEUX, matricule 8313500067, agent de police judiciaire adjoint, agréé, assermenté et commissionné en résidence administrative à la police municipale de Tavernes.

Vu l'article 429 du Code Procédure Pénale ;
Vu les articles 123-1 à 123-21 du Code de l'Environnement ;
Vu l'arrêté municipal n°199/2025 du 7 octobre 2025 ;
Vu la décision n°E25000079/83 du 18 septembre 2025 du tribunal Administratif de Toulon ;
Vu la décision de l'autorité environnementale n°001804/KK AC PLU du 30 avril 2025 ;

Rapportons les faits suivants, agissant revêtu de notre uniforme réglementaire et conformément aux ordres reçus.

Ce jour à dix heures, nous nous transportons avec notre véhicule de service pour poser et constater l'affichage sur les différents panneaux municipaux de la Commune situés : **Chemin de Peret, parking de la poste, chemin des Clôts, chemin de Montmeyan, chemin de Brenton et place de l'église (affichage Mairie).**

Nous posons et constatons également l'affichage de l'enquête publique, prêt des lieux concernés par le présent arrêté situés : **chemin des Huguenots et rue du Puits Saint-Clair.**

Deux affichages supplémentaires sont posés, visibles de la voie publique par les administrés. Ils sont situés : **place de la Mairie et Grand' Rue à proximité des commerces.**

L'ensemble des affichages sont situés sur le territoire de la Commune de Tavernes (83670).

L'avis d'enquête est également publié dans la presse (Var matin, la Marseillaise) et sur le site internet de la Commune de Tavernes.

L'enquête visée est consultable par l'ensemble des administrés. Celle-ci concerne :

Objet : « L'ARRETE PRESCRIVANT L'ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE A LA MODIFICATION N°1 DE DROIT COMMUN DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE TAVERNES »

A l'issue, de l'affichage et des prises de clichés, nous faisons retour au poste à onze heures pour rédiger le présent rapport et certifier son affichage, à Monsieur le Maire de la Commune, au service d'urbanisme, à la secrétaire générale de Mairie et au cabinet BEGEAT.

L'enquête publique restera affichée dans les lieux précités, conformément aux articles 6 et 7 du présent arrêté.

REFERENCES

Rapport n° :
013/2025

Affaire :
Enquête publique
Relative au
modificatif du PLU

Feuillet :2/7

P/jointes : dix
clichés photo des
panneaux et
barrières avec
l'affichage.

Le rédacteur
Gardien-brigadier

Lionel BEAULIEUX



Destinataire(s) :

Vu pour être transmis à
Cabinet BEGEAT

ORIGINAL

Transmis à
Monsieur le Maire

Par le responsable de la
Police municipale

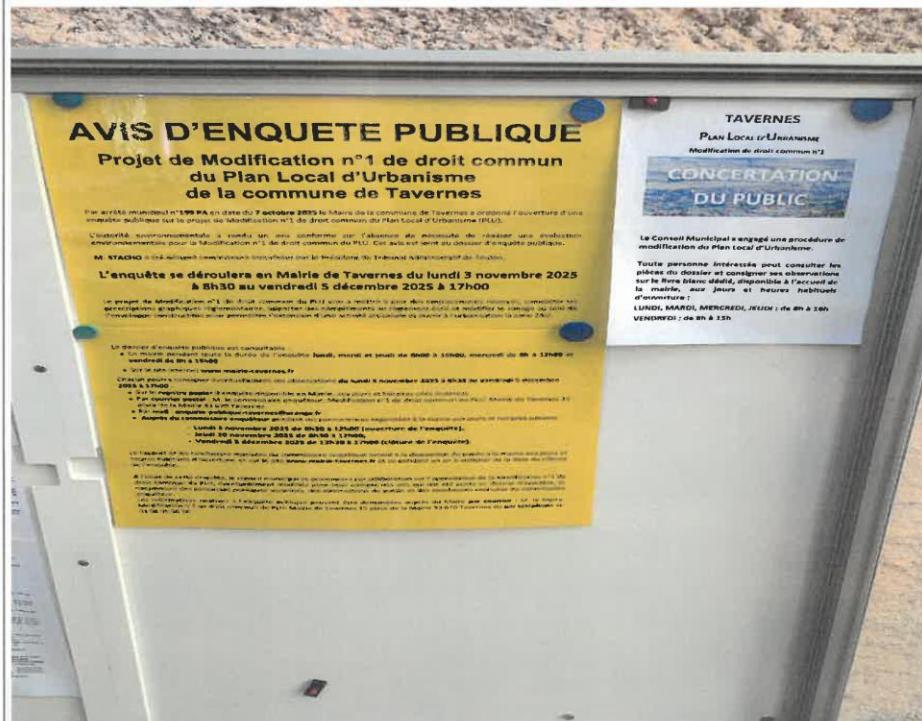
COPIE

Transmise au service d'urbanisme

COPIE

Conservée aux archives
De la police municipale.

Panneau de la Mairie



REFERENCES

Rapport n° :
013/2025

Affaire :
Enquête publique
Relative au
modificatif du PLU

Feuillet :3/7

P/jointes : dix
clichés photo des
panneaux et
barrières avec
l'affichage.

Affichage entre le n°21 et 23 Grand' Rue



Panneau chemin de Brenton



REFERENCES

Rapport n° :
013/2025

Affaire :
Enquête publique
Relative au
modificatif du PLU

Feuillet :4/7

P/jointes : dix
clichés photo des
panneaux et
barrières avec
l'affichage.

Panneau parking de la poste



Panneau chemin des Clots



Panneau chemin de Montmeyan



Affichage rue du Puits Saint-Clair



REFERENCES

Rapport n° : 013/2025

Affaire : enquête publique relative au modifiant du PLU.

Feuillet : 5/7

P/jointes : dix clichés photo des panneaux et barrières avec l'affichage

Affichage place de la Mairie



Panneau chemin de Peret



REFERENCES

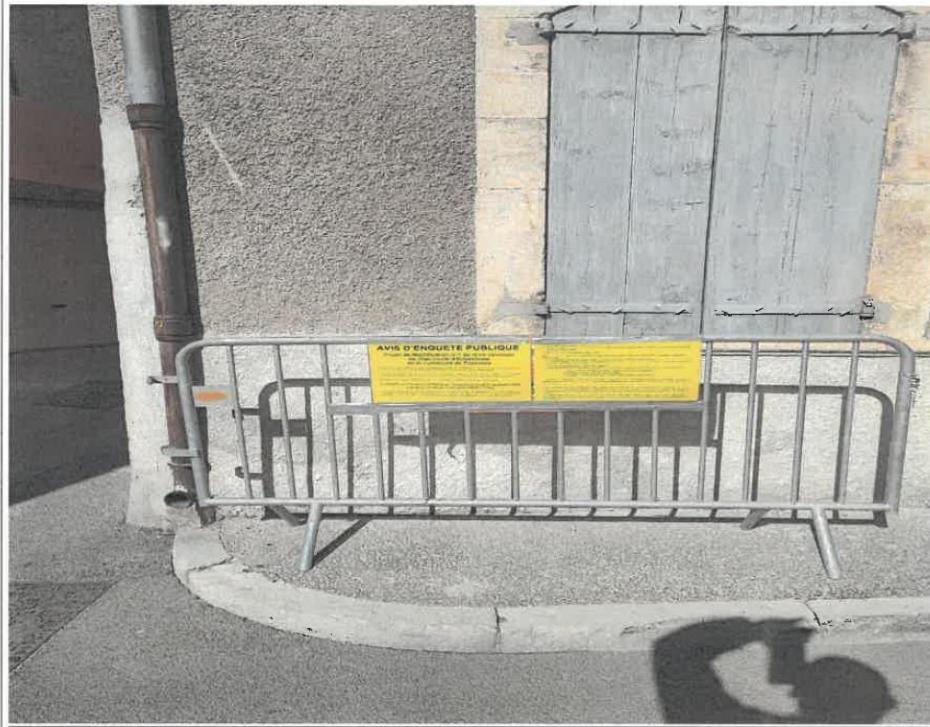
Rapport n° 013/2025

Affaire : enquête publique relative au modifiant du PLU.

Feuillet :6/7

P/jointes : dix clichés photo des panneaux et barrières avec l'affichage

Affichage rue des Huguenots



REFERENCES

Rapport n° 013/2025

Affaire : enquête publique relative au modifcatif du PLU.

Feuillet :7/7

P/jointes : dix clichés photo des panneaux et barrières avec l'affichage.

9.3 Certificat d'affichage V2



Département du Var

MAIRIE DE
TAVERNES



POLICE
MUNICIPALE



15 place de la Mairie
83670 Tavernes

Tél : 06.12.27.24.69
Fax : 04.94.72.39.84
E-mail :
police@mairie-tavernes.fr

REFERENCES

Rapport n° :
014/2025

Affaire :
Enquête publique
Relative au
modificatif du PLU

Feuillet :1/2

P/jointes : néant

OBJET

Pose et constatation
du modificatif
concernant le
nouvel affichage de
l'enquête publique
sur le territoire de
la Commune

REPUBLIQUE FRANÇAISE

RAPPORT DE CONSTAT MODIFICATIF D'AFFICHAGE

L'an deux mille vingt-cinq, le sept du mois de novembre.

Nous, Gardien-Brigadier de police municipale Lionel BEAULIEUX, matricule 8313500067, agent de police judiciaire adjoint, agréé, assermenté et commissionné en résidence administrative à la police municipale de Tavernes.

Vu l'article 429 du Code Procédure Pénale ;

Vu les articles 123-1 à 123-21 du Code de l'Environnement ;

Vu l'arrêté municipal modificatif n°220/2025 en date du 06 novembre 2025 en remplacement de l'arrêté municipal n°199/2025 en date du 07 octobre 2025 ;

Vu la décision n°E25000079/83 du 18 septembre 2025 du tribunal Administratif de Toulon ;

Vu la décision de l'autorité environnementale n°001804/KK AC PLU du 30 avril 2025 ;

Vu l'arrêté municipal n°199 PA du 7 octobre 2025 prescrivant l'enquête publique de la procédure de modification de droit commun n°1 du PLU comportant une erreur dans l'adresse mail dédiée au dépôt des observations pendant l'enquête

Rapportons les faits suivants, agissant revêtu de notre uniforme réglementaire et conformément aux ordres reçus.

Ce jour à neuf heures, nous nous transportons avec notre véhicule de service en compagnie du responsable du bureau du service d'urbanisme pour changer et constater le nouvel affichage sur les différents panneaux municipaux de la Commune situés : **Chemin de Peret, parking de la poste, chemin des Clôts, chemin de Montmeyan, chemin de Brenton et place de l'église (affichage Mairie).**

Nous changeons et constatons également l'affichage de l'enquête publique, prêt des lieux concernés par le présent arrêté situés : **chemin des Huguenots et rue du Puits Saint-Clair.**

Les deux affichages supplémentaires sont changés, visibles de la voie publique par les administrés. Ils sont situés : **place de la Mairie et Grand' Rue à proximité des commerces.**

L'ensemble des affichages sont situés sur le territoire de la Commune de Tavernes (83670).

Ce nouveau constat fait suite au changement d'adresse mail de la Mairie.

L'avis d'enquête est également publié dans la presse (Var matin, la Marseillaise) et sur le site internet de la Commune de Tavernes avec la nouvelle adresse mail : enquete-publique-tavernes@outlook.fr.

L'enquête visée est consultable par l'ensemble des administrés. Celle-ci concerne : **Objet : « L'ARRETE PRESCRIVANT L'ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE A LA MODIFICATION N°1 DE DROIT COMMUN DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU) DE TAVERNES »**

REFERENCES

Rapport n° :
014/2025

Affaire :
Enquête publique
Relative au
modificatif du PLU

Feuillet :2/2

P/jointes : néant

A l'issue, du changement d'affichage, nous faisons retour au poste à dix heures pour rédiger le présent rapport et certifier le nouvel affichage, à Monsieur le Maire, au service d'urbanisme, à la secrétaire générale de Mairie et au cabinet BEGEAT.

L'enquête publique restera affichée dans les lieux précités, conformément aux articles 6 et 7 du présent arrêté.

Le rédacteur
Gardien-brigadier

Lionel BEAULIEUX



Destinataire(s) :

Vu pour être transmis à
Cabinet BEGEAT

ORIGINAL

Transmis à
Monsieur le Maire

Par le responsable de la
Police municipale

COPIE

Transmise au service d'urbanisme
M. Patrice ASTEGIANO

COPIE

Conservée aux archives
De la police municipale.

9.4 Publication de l'avis sur le site internet de la mairie

Extraits du site internet de la mairie en date du 14 octobre 2025 :

Enquête publique modification P.L.U. n°1

Commune de TAVERNES

Enquête publique sur le projet de Modification n°1 de droit commun du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Par arrêté municipal n°199 PA en date du 7 octobre 2025 le Maire de la commune de Taverne a ordonné l'ouverture d'une enquête publique sur le projet de Modification n°1 de droit commun du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

L'autorité environnementale a rendu un avis conforme sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale pour la Modification n°1 de droit commun du PLU. Cet avis est joint au dossier d'enquête publique.

M. STACHO a été désigné commissaire enquêteur par le Président du Tribunal Administratif de Toulon.

L'enquête se déroulera en Mairie de Taverne du lundi 3 novembre 2025 à 8h30 au vendredi 5 décembre 2025 à 17h00.

Le projet de Modification n°1 de droit commun du PLU vise à mettre à jour des emplacements réservés, compléter les prescriptions graphiques réglementaires, apporter des compléments au règlement écrit et modifier le zonage au sein de l'enveloppe constructible pour permettre l'extension d'une activité artisanale et ouvrir à l'urbanisation la zone 2AU.

Le dossier d'enquête publique est consultable :

- En mairie pendant toute la durée de l'enquête lundi, mardi et jeudi 8h-16h, mercredi 8h-12h et vendredi 8h-15h
- Sur le site internet www.mairie-tavernes.fr

Chacun pourra consigner éventuellement ses observations du lundi 3 novembre 2025 à 8h30 au vendredi 5 décembre 2025 à 17h00.

Sur le registre papier d'enquête disponible en Mairie, aux jours et horaires cités ci-dessus

Par courrier postal : M. le commissaire enquêteur, Modification n°1 de droit commun du PLU, Mairie de Taverne 15 place de la Mairie 83 670 Tavernes

Par mail : enquete-publique-tavernes@orange.fr

Àuprès du commissaire enquêteur pendant ses permanences organisées à la Mairie aux jours et horaires suivants :

- Lundi 3 novembre 2025 de 8h30 à 12h00 (ouverture de l'enquête)
- Jeudi 20 novembre 2025 de 8h30 à 12h00
- Vendredi 5 décembre 2025 de 8h30 à 17h00 (clôture de l'enquête)

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront à la disposition du public à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture, et sur le site www.mairie-tavernes.fr et ce pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

A l'issue de cette enquête, le conseil municipal se prononcera par délibération sur l'approbation de la Modification n°1 de droit commun du PLU, éventuellement modifiée pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier d'enquête, et notamment des personnes publiques associées, des observations du public et des conclusions motivées du commissaire enquêteur.

Les informations relatives à l'enquête publique peuvent être demandées auprès du Maire par courrier : M. le Maire, Modification n°1 de droit commun du PLU, Mairie de Taverne 15 place de la Mairie 83 670 Tavernes ou par téléphone au 04 98 05 36 36

Documents joints

[Enquête publique PLU 2025 \(PDF - 645.59 Ko\)](#)

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Projet de Modification n°1 de droit commun
du Plan Local d'Urbanisme
de la commune de Taverne

Par arrêté municipal n°199 PA en date du 7 octobre 2025 le Maire de la commune de Taverne a ordonné l'ouverture d'une enquête publique sur le projet de Modification n°1 de droit commun du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

L'autorité environnementale a rendu un avis conforme sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale pour la Modification n°1 de droit commun du PLU. Cet avis est joint au dossier d'enquête publique.

M. STACHO a été désigné commissaire enquêteur par le Président du Tribunal Administratif de Toulon.

L'enquête se déroulera en Mairie de Taverne du lundi 3 novembre 2025 à 8h30 au vendredi 5 décembre 2025 à 17h00

Le projet de Modification n°1 de droit commun du PLU vise à mettre à jour des emplacements réservés, compléter les prescriptions graphiques réglementaires, apporter des compléments au règlement écrit et modifier le zonage au sein de l'enveloppe constructible pour permettre l'extension d'une activité artisanale et ouvrir à l'urbanisation la zone 2AU.

Le dossier d'enquête publique est consultable :

- En mairie pendant toute la durée de l'enquête lundi, mardi et jeudi de 8h00 à 16h00, mercredi de 8h à 12h00 et vendredi de 8h à 15h00
- Sur le site Internet www.mairie-tavernes.fr

Chacun pourra consigner éventuellement ses observations du lundi 3 novembre 2025 à 8h30 au vendredi 5 décembre 2025 à 17h00

Sur le registre papier d'enquête disponible en Mairie, aux jours et horaires cités ci-dessus

Par courrier postal : M. le commissaire enquêteur, Modification n°1 de droit commun du PLU, Mairie de Taverne 15 place de la Mairie 83 670 Tavernes

Par mail : enquete-publique-tavernes@orange.fr

Àuprès du commissaire enquêteur pendant ses permanences organisées à la mairie aux jours et horaires suivants :

- Lundi 3 novembre 2025 de 8h30 à 12h00 (ouverture de l'enquête),
- Jeudi 20 novembre 2025 de 8h30 à 12h00,
- Vendredi 5 décembre 2025 de 13h30 à 17h00 (clôture de l'enquête).

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront à la disposition du public à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture, et sur le site www.mairie-tavernes.fr et ce pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

A l'issue de cette enquête, le conseil municipal se prononcera par délibération sur l'approbation de la Modification n°1 de droit commun du PLU, éventuellement modifiée pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier d'enquête, et notamment des personnes publiques associées, des observations du public et des conclusions motivées du commissaire enquêteur.

Les informations relatives à l'enquête publique peuvent être demandées auprès du Maire par courrier : M. le Maire, Modification n°1 de droit commun du PLU, Mairie de Taverne 15 place de la Mairie 83 670 Tavernes ou par téléphone au 04 98 05 36 36.

9.5 Avis d'enquête publique modificatif (réduit)

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Projet de Modification n°1 de droit commun du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Tavernes

Par arrêté municipal n°199 PA du 7 octobre 2025 modifié par l'arrêté municipal n°220 DV/PA du 6 novembre 2025 le Maire de la commune de Tavernes a ordonné l'ouverture d'une enquête publique sur le projet de Modification n°1 de droit commun du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

L'autorité environnementale a rendu un avis conforme sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale pour la Modification n°1 de droit commun du PLU. Cet avis est joint au dossier d'enquête publique.

M. STACHO a été désigné commissaire enquêteur par le Président du Tribunal Administratif de Toulon.

L'enquête se déroulera en Mairie de Tavernes du lundi 3 novembre 2025 à 8h30 au vendredi 5 décembre 2025 à 17h00

Le projet de Modification n°1 de droit commun du PLU vise à mettre à jour des emplacements réservés, compléter les prescriptions graphiques réglementaires, apporter des compléments au règlement écrit et modifier le zonage au sein de l'enveloppe constructible pour permettre l'extension d'une activité artisanale et ouvrir à l'urbanisation la zone 2AU.

Le dossier d'enquête publique est consultable :

- En mairie pendant toute la durée de l'enquête lundi, mardi et jeudi de 8h00 à 16h00, mercredi de 8h à 12h00 et vendredi de 8h à 15h00
- Sur le site internet www.mairie-tavernes.fr

Chacun pourra consigner éventuellement ses observations du lundi 3 novembre 2025 à 8h30 au vendredi 5 décembre 2025 à 17h00 :

- Sur le **registre papier** d'enquête disponible en Mairie, aux jours et horaires cités ci-dessus
- Par **courrier postal** : M. le commissaire enquêteur, Modification n°1 de droit commun du PLU, Mairie de Tavernes 15 place de la Mairie 83 670 Tavernes
- Par **mail** : enquete-publique-tavernes@outlook.fr
- **Auprès du commissaire enquêteur** pendant ses permanences organisées à la mairie aux jours et horaires suivants :
 - Lundi 3 novembre 2025 de 8h30 à 12h00 (ouverture de l'enquête),
 - Jeudi 20 novembre 2025 de 8h30 à 12h00,
 - Vendredi 5 décembre 2025 de 13h30 à 17h00 (clôture de l'enquête).

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront à la disposition du public à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture, et sur le site www.mairie-tavernes.fr et ce pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

A l'issue de cette enquête, le conseil municipal se prononcera par délibération sur l'approbation de la Modification n°1 de droit commun du PLU, éventuellement modifiée pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier d'enquête, et notamment des personnes publiques associées, des observations du public et des conclusions motivées du commissaire enquêteur.

Les informations relatives à l'enquête publique peuvent être demandées auprès du Maire **par courrier** : M. le Maire, Modification n°1 de droit commun du PLU, Mairie de Tavernes 15 place de la Mairie 83 670 Tavernes ou **par téléphone** au 04 98 05 36 36.

9.6 Parutions dans la presse J-15

9.6.1 Journal n°1 : parution dans La Marseillaise le mercredi 15 octobre 2025

mercredi 15 octobre 2025 / La Marseillaise 13

ACTUALITÉ LOCALE

TOULON Prouvènço Nacioun rejouit la liste En Avant Toulon-Issou Touloun pour les municipales

Le parti autonomiste Prouvènço Nacioun et son président Alain Guarino (photo) rejoignent la liste En Avant Toulon-Issou Touloun dans l'optique des municipales. Mené par Emmanuel Le Lostec et le parti centriste l'Ecologie au Centre, elle se définit sans étiquette, avec des candidats « de la société civile amoureuse de la Provence », « loin des batailles d'ego entre candidats préoccupés par les enjeux nationaux de leurs partis ». Elle se base sur quatre piliers : « identité provençale ; écologie et ville basse température ; développement économique ; prévention et sécurité. » Ad.B. PHOTO DR



LA SEYNE-SUR-MER Réunion publique de « La Seyne à Venir » ce mercredi

Dans le cadre de sa campagne pour les élections municipales 2026, Stéphane Sacco, candidat de la Gauche républicaine et socialiste (GRS), soutenu par le Parti communiste, organise ce mercredi 15 octobre (18h) une réunion publique au Café des Arts de la Seyne-sur-Mer. Seront notamment abordées les questions liées aux propositions de l'un de ses principaux soutiens, l'association « La Seyne à venir », concernant les transports, les déplacements et le tourisme.

MAP ANNONCES LÉGALES HABILE À PUBLIER PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

VAR

Tél. 04 91 57 75 74 annonceslegales@lamarseillaise.fr



AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté du 6 octobre 2025, le préfet du Var a prescrit et organisé une enquête publique relative au projet d'aménagement de la zone d'aménagement concertée (ZAC) Lou Roucas sur la commune de La Motte.

Le projet pour la zone d'aménagement concertée (ZAC) est porté par la société SARL LES COTTAGES DE SAINT-ENDREOL - représentée par Monsieur John WARREN - 4300 route de Bagnoles-en-Fort - 83920 La Motte.

Afin que chacun puisse prendre connaissance, un dossier et un registre d'enquête publics seront déposés pendant les 33 jours de l'enquête publique, du **30 octobre 2025 au 1er décembre 2025, 16h30** dans les lieux ci-dessous :

Mairie de La Motte
Place Clemenceau - 83920 La Motte Du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 16h30

Le public pourra consigner ses observations sur le registre ouvert à cet effet ou les adresser par courrier postal au commissaire enquêteur au siège de l'enquête à la mairie de La Motte, ou par voie dématérialisée en utilisant le formulaire "contact" (thème : enquêtes publiques environnementales) sur le site internet des services de l'Etat dans le Var : <http://www.var.gouv.fr>.

Monsieur Philippe GONZALEZ, désigné en qualité de commissaire enquêteur, recevra le public les jours suivants :

Permanences	Mairie de La Motte
jeudi 30 octobre 2025	8h30 - 12h30
mardi 4 novembre 2025	13h30 - 16h30
jeudi 13 novembre 2025	8h30 - 12h30
lundi 24 novembre 2025	8h30 - 12h30
lundi 1er décembre	13h30 - 16h30

Les informations sur le projet pourront être demandées auprès du porteur du projet : SARL LES COTTAGES DE SAINT-ENDREOL - 4300 route de Bagnoles-en-Fort - 83920 LA MOTTE.

Le responsable du projet représenté par Monsieur John WARREN : Tel : 04 91 57 82 00 - john.endreol@orange.com

Pour toute autre question, il suffit de faire référence au dossier de l'enquête pour prendre connaissance de l'avancée de celle-ci. A l'issue de l'enquête, une copie de l'ensemble du dossier sur le site internet de l'Etat dans le Var. Les observations reçues par courriel seront consultables sur ce site. Cette consultation pourra également se réaliser depuis un poste informatique dédié et installé en préfecture du Var aux heures d'ouverture de celle-ci.

A l'issue de l'enquête, une copie de l'ensemble des conclusions du conseil municipal sera rendue à la disposition du public, pendant un an à compter de la date de la clôture de l'enquête, à la mairie de La Motte, en préfecture du Var (direction départementale des territoires et de la mer du Var, service urbanisme et affaires juridiques) et sur le site internet de l'Etat dans le Var.

A l'issue de la procédure, l'autorité compétente pour accorder ou refuser l'autorisation environnementale unique est le préfet du Var, par voie d'arrêté.

2025/3387



DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER CLASSEMENT D'UNE ZONE AGRICOLE PROTÉGEE

Par arrêté du 1er octobre 2025, le préfet du Var a classé une zone agricole protégée sur la commune de Six-Fours-les-Plages. Le projet consiste en la mise en place d'une zone agricole protégée sur la zone agricole afin de préserver ces espaces de toute pression foncière. Elle doit permettre de conforter la dynamique économique agricole.

2025/3348



Enquête publique sur le projet de Modification n°1 droit commun du Plan Local d'Urbanisme

Par arrêté municipal n°199 PA en date du 7 octobre 2025 le Maire de la commune de Tavernes a ordonné l'ouverture d'une enquête publique sur le projet de Modification n°1 de droit commun du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

L'autorité environnementale a rendu un avis conforme sur l'absence de risque pour l'environnement, une évaluation environnementale pour la Modification n°1 de droit commun du PLU. Cet avis est joint au dossier d'enquête publique.

M. STACHO a été désigné commissaire enquêteur par le Président du Tribunal Administratif de Toulon. L'enquête se déroulera en Mairie de Tavernes du lundi 3 novembre 2025 à 8h30 au vendredi 5 décembre 2025 à 17h.

Les observations peuvent être déposées dans le dossier de l'enquête ou sur le site internet de l'Etat dans le Var.

Les observations peuvent également être déposées au préfet du Var, au sein de la direction départementale des territoires et de la mer du Var, service urbanisme et affaires juridiques.

Le dossier d'enquête publique est consultable :

- En mairie pendant toute la durée de l'enquête lundi, mardi et jeudi 8h-18h, mercredi 8h-12h et vendredi 8h-15h

- Sur le site internet www.mairie-tavernes.fr

Chacun pourra consigner éventuellement ses observations du lundi 3 novembre 2025 à 8h30 au vendredi 5 décembre 2025 à 17h :

- Sur le registre d'enquête publicitaire disponible en mairie, aux jours et horaires cités ci-dessus

- Par courrier postal : M. le commissaire enquêteur, Modification n°1 de droit commun du PLU, Mairie de Tavernes 15 place de la Mairie 83 670 Tavernes

- Par mail : enquete-publique-tavernes@orange.fr

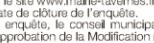
- Auprès du préfet du Var, M. le préfet, pendant ses permanences organisées à la Mairie aux jours et horaires suivants :

- Lundi 3 novembre 2025 de 8h30 à 12h (ouverture de l'enquête)

- Jeudi 20 novembre 2025 de 8h30 à 12h

- Vendredi 5 décembre 2025 de 13h30 à 17h (clôture de l'enquête)

2025/3407



COMMUNE DE MONTAUXOU (VAR) AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU)
Du mardi 4 novembre 2025 au jeudi 4 décembre 2025 inclus

La commune de Montauroux informe ses administrés de l'ouverture d'une enquête publique portant sur la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme et du Code de l'environnement. L'enquête se déroulera du 4 novembre au 4 décembre 2025 inclus, sous la direction de M. Joël Burier, Commissaire enquêteur désigné par le Tribunal administratif de Toulon.

Objet de l'enquête
Le projet de révision du PLU vise à : Accélérer la transition écologique énergétique de Montauroux, renforcer l'identité solidaire du territoire, contribuer à la cohésion sociale de Montauroux comme première polarité économique et fonctionnelle du Pays de Fayence.

Consultation du dossier
Le dossier et le registre d'enquête seront disponibles en mairie, Place du Clos, du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 14h à 17h.

Il peut également être consulté en ligne sur www.montauroux.fr. Il peut également être inscrit sur le registre en mairie, ou envoyé par courrier à M. le Commissaire enquêteur - Mairie de Montauroux, 6, Place du Clos, 83440 Montauroux,

ou transmis par courriel à : commissaire.enqueteur@mairie-montauroux.fr. Ils pourront également être transmises via l'adresse mail suivante : enquete-publique-5983@registre-dematerialise.fr. Les documents et les commentaires qui seront déposés sur le registre dematerialisé : <https://www.registre-dematerialise.fr/5983> et donc visibles par tous.

Permanences du Commissaire enquêteur : Le public sera reçu en mairie :

Mardi 4 novembre de 14h à 17h

Vendredi 11 novembre de 8h30 à 12h

Lundi 19 novembre de 14h à 17h

Lundi 24 novembre de 8h30 à 12h

Jeudi 4 décembre de 14h à 17h

À la clôture de l'enquête, le Commissaire enquêteur remettra son rapport et ses conclusions motivées dans un délai d'un mois.

Ces documents seront consultables en mairie et sur le site internet de la commune pendant un an. Le projet de PLU, éventuellement modifié, sera ensuite soumis au Conseil municipal pour approbation.

Le Maire,
Jean-Yves Huet
2025/3444

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER DU VAR

CLASSEMENT D'UNE ZONE AGRICOLE PROTÉGEE

Par arrêté du 1er octobre 2025, le préfet du Var a classé une zone agricole protégée sur la commune de Vins-sur-Caramy.

Le projet consiste en la mise en place d'une zone agricole protégée sur la zone agricole afin de préserver ces espaces de toute pression foncière. Elle doit permettre de conforter la dynamique économique agricole.

2025/3441

annonces-legales.lamarseillaise.fr

Un service client
à l'écoute et disponible
04 91 57 75 74

annonceslegales@lamarseillaise.fr

Devis sur demande

9.6.2 Journal n°2 : parution dans Var-matin le jeudi 16 octobre 2025

Certifié Nice-Matin - Paru dans édition Toulon le 16/10/2025

var-matin
JEUDI 16 OCTOBRE 2025

24

LES APPELS D'OFFRES ET LÉGALES

AVIS D'APPELS

Mairie de La Seyne-sur-Mer

PUBLICITÉ RÉSUMÉ SUPPLÉMENTAIRE

Pouvoir adjudicatif : mairie de La Seyne-sur-Mer, 29, quai Saturnin Fabre, 83600 La Seyne-sur-Mer.

Adresse du profit : www.mairie-laseyne.fr.

Objet : aménagement intérieur d'un véhicule électrique et thermiques neuve/s pour les besoins de la commune de La Seyne-sur-Mer. Elle se décompose en 3 lots :

- Lot n°1 : acheté de trois véhicules utilitaires légers et fourgonnettes (LH1) 100 % électrique pour le service « Bâtiments communaux ».
- Lot n°2 : aménagement intérieur d'un véhicule type fourgonnette (LH1) 100 % électrique pour le service « Marchés-securité ».
- Lot n°3 : acheté de trois véhicules utilitaires légers et fourgonnettes (LH1) 100 % électrique pour le service « Bâtiments communaux ».

Renseignements complémentaires : les candidats doivent verser le dossier ou déposer leur offre par voie de transmission électronique sur le site internet : www.marches-securites.fr. Date limite de réception des offres : le mardi 4 novembre 2025 à 12 heures.

Numeros d'affaires : 2550015.

Le présent avis est suivi d'un document résumé supplémentaire. Les candidats sont invités à se reporter à l'avis de publicité complet paru au BOAMP sous la référence BOAMP avec n°25-18645 du 02/10/2025 et paru au JOUE avec n°64185-2025 du 02/10/2025.

Date d'envoi du présent avis : 14 octobre 2025.

AVIS RECTIFICATIF

AVIS RECTIFICATIF

Dans l'avis d'avis concernant la société BUCHET ET NATURE parue le 08/09/2025 dans var, il fallait lire : « stop en droit du 08/10/25 au lieu et place de stop en date du 04/09/25.

VIE DES SOCIÉTÉS

CONSTITUTION

AIR G3J GESTION SCI, société civile immobilière au capital de 2 000 €
Siège social : 2165 D 37 0540 Montauroux

Ainsi que l'avis d'avis de constitution paru au BOAMP le 01/09/2025 à Montauroux, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : SC, dénomination sociale AIR G3J GESTION SCI.

Capital : 2 000 €.

Objet social : l'acquisition d'immeubles, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement desdits immeubles de tous types immobiliers bâti dont elle pourra devenir propriétaire, l'aménagement et la rénovation de ces derniers, la vente, la location, la cession de parts et apports, la vente et la location de biens et droits immobiliers.

Capital social fixe : 5000 euros.

Cession de parts et apport : les parts sociales sont librement cessables au profit d'un associé, toutefois la cession de parts de la société doit être acquise au préalable à gré de la collectivité des associés réunis en assemblée générale.

Gérant : Monsieur Marco SCIBILA, demeurant 2165, chemin Des Fourques, 83520 Roquebrune-Cap-Martin.

La société sera immatriculée au RCS de Fréjus.

Pour avis

AVIS DE CONSTITUTION

Il a été constitué une société par acte sous seing privé, en date du 13 octobre 2025, à Roquebrune-Cap-Martin.

Dénomination : LOLE IMMO.
Forme : Société civile immobilière.

Capital : 2 000 €.

Siège social : 2165, chemin Des Fourques, 83520 Roquebrune-Cap-Martin.

Objet : l'acquisition de biens immobiliers, la propriété, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement des biens et droits immobiliers.

Bail, location ou autrement des biens et droits immobiliers.

Capital social fixe : 5000 euros.

Cession de parts et apport : les parts sociales sont librement cessables au profit d'un associé, toutefois la cession de parts de la société doit être acquise au préalable à gré de la collectivité des associés réunis en assemblée générale.

Gérant : Monsieur Marco SCIBILA, demeurant 2165, chemin Des Fourques, 83520 Roquebrune-Cap-Martin.

La société sera immatriculée au RCS de Fréjus.

Pour avis

AVIS D'ENQUÊTES

Commune de Tavernes

ENQUETE PUBLIQUE

Sur le projet de modification n°1 de droit commun du Plan Local d'Urbanisme

Par arrêté municipal n°189 PA en date du 7 octobre 2025 le Maire de la commune de Tavernes a décidé l'ouverture d'une enquête publique sur le projet de modification n°1 de droit commun du Plan Local d'Urbanisme (PLU).

L'autorité environnementale a rendu un avis conforme sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale pour la modification n°1 de droit commun du PLU. Cet avis est joint à l'avis d'enquête public.

STACO 1 est désigné commissaire enquêteur par le Président du Tribunal Administratif de Toulon.

L'enquête se déroulera en mairie de Tavernes du lundi 3 novembre 2025 à 8h30 au vendredi 5 novembre 2025 à 17h.

Le projet de modification n°1 de droit commun du PLU vise à mettre à jour des emplacements réservés, à modifier certains aménagements urbains et proposer des compléments au règlement d'urbanisme et modifier le zoning afin de renforcer l'enveloppe cadastrale pour permettre l'extension d'une activité artisanale et ouvrir à l'urbanisation la zone 2AU.

Le dossier d'enquête publique est consultable :

Sur le site internet : www.mairie-tavernes.fr

Chaque citoyen pourra également faire ses observations du lundi 3 novembre 2025 à 8h30 au vendredi 5 décembre 2025 à 17h.

Sur le registre papier d'enquête disponible en mairie, aux jours et horaires cités ci-dessus.

Par e-mail : enquete-publique-tavernes@orange.fr

Appel à témoins : le commissaire enquêteur présente ses permanences organisées à la mairie aux jours et horaires suivants :

Lundi 3 novembre 2025 de 8h30 à 12h et de 14h à 17h au sein de l'agence de l'impôts, jeudi 20 novembre 2025 de 8h30 à 12h et de 14h à 17h au sein de l'agence de l'impôts.

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront à la disposition du public à la mairie aux jours et heures habituels d'ouverture, et sur le site www.mairie-tavernes.fr et sur le site www.mairie-tavernes.fr à l'issue de cette enquête.

Le conseil municipal se prononcera par délibération sur l'approbation de la modification n°1 de droit commun du PLU, éventuellement modifiée pour tenir compte des observations et conclusions motivées du commissaire enquêteur et des associations associées.

Tous les documents relatifs à l'enquête publique peuvent être demandés auprès du Maire par courrier : M. le Maire, modification n°1 de droit commun du PLU, Mairie de Tavernes 15, place de la Mairie 83870 Tavernes ou par téléphone au 04 98 35 38 38.



commune de Montauroux (Var)

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU)

du mardi 4 novembre 2025 au jeudi 4 décembre 2025 inclus

La commune de Montauroux informe ses administrés de l'ouverture d'une enquête publique portant sur la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU), conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme et du code de l'environnement.

Cette enquête se déroulera du mardi 4 novembre 2025 inclus, jusqu'à la direction de M. Joël Barat, commissaire enquêteur désigné par le tribunal administratif de Toulon.

Objet de l'enquête

Le dossier d'enquête d'enquête pour l'objet du PLU vise à : Accélérer la transition écologique et énergétique de Montauroux et promouvoir l'identité solidaire du territoire, confirmer le rôle de Montauroux comme première polarité économique et fonctionnelle du Pays de Fayence.

Constitution du dossier

Le dossier d'enquête d'enquête pour l'objet du PLU vise à : Accélérer la transition écologique et énergétique de Montauroux et promouvoir l'identité solidaire du territoire, confirmer le rôle de Montauroux comme première polarité économique et fonctionnelle du Pays de Fayence.

Les observations peuvent être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courrier à Montauroux, place de la Mairie 83870 Montauroux, ou par e-mail à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Elles pourront également être transmises via l'adresse mail suivante : www.mairie-tavernes.fr ou par téléphone au 04 98 35 38 38.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : enquete-publique-var@orange.fr, ou transmises par courriel à : commissaire.enqueteur@ville-montauroux.fr.

Les observations peuvent également être inscrites sur le registre en ligne, ou envoyées par courriel à : <a href="mailto:enquete-publique-var@

9.7 Parutions dans la presse J+8

9.7.1 Journal n°1 :

mercredi 5 novembre 2025 / La Marseillaise 13

ACTUALITÉ LOCALE



COMMUNE DE TAVERNES

Enquête publique sur le projet de Modification n°1 de droit commun du Plan Local d'Urbanisme

Par arrêté municipal n°199 PA en date du 7 octobre 2025 le Maire de la commune de Tavernes a ordonné l'ouverture d'une enquête publique sur le projet de Modification n°1 de droit commun du Plan Local d'Urbanisme (PLU) pour la commune de Tavernes.

L'autorité environnementale a rendu un avis conforme sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale pour la Modification n°1 de droit commun du PLU. Cet avis est joint au dossier d'enquête publique.

M. STACHO a été désigné commissaire enquêteur par le Président du Tribunal Administratif de Toulon.

L'enquête publique débute à la Mairie de Tavernes du lundi 3 novembre 2025 à 8h30 et vendredi 5 décembre 2025 à 17h.

Le projet de Modification n°1 de droit commun du PLU vise à mettre à jour des emplacements réservés, compléter les prescriptions graphiques réglementaires, apporter des compléments au règlement écrit et modifier le zonage au sein de l'enveloppe constructible pour permettre l'extension d'une activité artisanale et ouvrir à l'urbanisation la zone 2/A.

Le dossier d'enquête publique est consultable :

- En mairie pendant toute la durée de l'enquête lundi, mardi et jeudi 8h-18h, mercredi 8h-12h et vendredi 8h-15h
- Sur le site internet www.mairie-tavernes.fr

Chacun pourra consigner éventuellement ses observations du lundi 3 novembre 2025 à 8h30 au vendredi 5 décembre 2025 à 17h.

Sur le registre papier d'enquête disponible en Mairie, aux jours et horaires cités ci-dessus

Par courrier postal : M. le commissaire enquêteur, Modification n°1 de droit commun du PLU, Mairie de Tavernes, 15 place de la Mairie 83 670 Tavernes.

Par mail : enquete-publique-tavernes@orange.fr

Auprès du commissaire enquêteur pendant ses permanences organisées à la Mairie aux jours et horaires suivants :

- Lundi 3 novembre 2025 de 8h30 à 12h (ouverture de l'enquête)
- Jeudi 20 novembre 2025 de 8h30 à 12h
- Vendredi 5 décembre 2025 de 13h30 à 17h (clôture de l'enquête)

Le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront à la disposition du public à la mairie aux jours et heures habilitées d'ouverture, et sur le site www.mairie-tavernes.fr et ce pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

A l'issue de cette enquête, le conseil municipal se prononcera par arrêté municipal sur l'approbation de la Modification n°1 de droit commun du PLU, éventuellement modifiée au terme d'un avis qui ont été pliés au dossier d'enquête, et notamment des personnes publiques associées, des observations du public et des conclusions motivées du commissaire enquêteur.

Les informations relatives à l'enquête publique peuvent être demandées auprès du Maire par courrier : M. le Maire, Modification n°1 de droit commun du PLU, Mairie de Tavernes, 15 place de la Mairie 83 670 Tavernes ou par téléphone au 0498303363.



Le rassemblement des agents mardi devant la porte de l'établissement pour rencontrer la presse et montrer leur détermination. PHOTO M.R.

La grève continue au lycée du Golfe de Saint-Tropez

GASSIN

Le personnel technique du lycée du Golfe de Saint-Tropez appuyé par la CGT et soutenu par les agents administratifs, le proviseur, les enseignants, parents d'élèves et élèves, continue de refuser la réintégration d'un chef d'équipe dont il condamne le comportement.

En grève dès le premier jour de cette rentrée pour s'opposer à la réintégration de leur chef d'équipe dont les agissements, disent-ils, portent atteinte à leur santé, les personnels techniques du lycée du Golfe de Saint-Tropez étaient à nouveau mobilisés mardi. Pour mémoire, ce cadre mis en cause avait été suspendu de ses fonctions à titre conservatoire en novembre 2024 par le proviseur du lycée. Or, la Région a décidé de le réintégrer dans ce même établissement.

« La vice-présidente s'est déplacée hier, nous a écoutés mais apparemment ne nous a pas entendus, puisque la collectivité reste sur ses positions », lâche Éric Moretti pour le syndicat CGT des personnels du conseil régional.

Visiblement donc, le mouvement est parti pour être reconduit si rien ne bouge. Pas ce mercredi puisque les personnels sont reçus par la Région pour leur demande de protection fonctionnelle. Mais sans avancée... « La demi-pension

a été fermée jusqu'à ce qu'une décision favorable pour les agents soit prise », confirme Florence Capello, en expliquant que « des alertes, au niveau du syndicat, ont été faites auprès des instances sur la protection des agents concernant la maltraitance ».

« On vit ça au quotidien avec eux et on les soutient à 100%. Comme d'ailleurs toute la communauté scolaire, parce que tout le monde sait ce qui se passe au sein d'un établissement scolaire, les choses sont connues de tous », déclare une secrétaire sortie devant l'établissement pour accrocher une banderole.

« Il y a toute la communauté scolaire avec eux parce que tout le monde sait »

Un agent administratif

Elle ajoute : « Quand on voit les agents en pleurs, dépités, dans l'incompréhension... ça laisse peu place au doute ! Ce qu'ils vivent, c'est abominable ! »

« En tout cas lorsque ce monsieur est absent, ils viennent au lycée avec le sourire », confirme Carine, agent administratif également. Et de poursuivre : « On ne peut pas aller au travail en ayant peur, en ayant une boule au ventre. »

Des élèves de BTS venus exprim-

mer leur solidarité sont visiblement choqués par ce que vivent leurs aînés. « Ça, c'est du harcèlement psychologique », tranche Ambre. « Et vous imaginez un harceleur qu'on remetttrait à côté de la victime... »

« Il faut soutenir tout le monde. Élèves comme profs ou agents du lycée. Pour moi tout le monde est au même niveau », insiste Lisa approuvée par Léa et Émilie.

La CGT rappelle que dans leurs revendications adressées à la collectivité, les agents ne demandent pas de sanction mais se contentent de demander la mutation de ce chef de service pour pouvoir exercer leurs missions sereinement.

« Si le proviseur a pris cette décision l'année passée, c'est qu'il y avait des raisons sérieuses ou un dysfonctionnement grave », insiste Florence Capello.

La vice-présidente Florence Bulteau-Rambaud, contactée hier par téléphone, a confirmé que le retour de ce cadre aux méthodes peu conventionnelles a bien été acté au sein de l'établissement. « Mais avec une fiche de poste adaptée, c'est-à-dire qu'il n'aura plus de fonction d'encadrement auprès des agents », précise-t-elle. Et de conclure également qu'il est apparu au cours de l'enquête administrative qu'il y avait certains points sur lesquels cet agent devait être accompagné ». Visiblement, oui. Pour le moins.

Pas sûr que cette position soit acceptable par les agents d'entretien.

À suivre, donc. Thierry Turpin



AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU)
Du mardi 4 novembre 2025 au jeudi 5 décembre 2025 inclus

La commune de Montauroux informe ses administrés de l'ouverture d'une enquête publique portant sur la révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU), conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme et du Code de l'environnement.

L'enquête se déroulera du 4 novembre au 5 décembre 2025 inclus, sous la direction de M. Joël Burié, Commissaire enquêteur désigné par le Tribunal administratif de Toulon.

Objet de l'enquête

Le projet de révision du PLU vise à : Accélérer la transition écologique et énergétique de Montauroux, renforcer l'identité solidaire du territoire, confirmer le rôle de Montauroux comme première polarité économique du canton et du Pays de Fayence.

Caractéristiques du dossier

Le dossier et le registre d'enquête seront disponibles en mairie, Place du Clos, du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 14h à 17h.

Ou consultable en ligne sur : www.montauroux.fr

Les observations peuvent être inscrites sur le registre en mairie,

Ou envoyées par courrier à Monsieur le Commissaire enquêteur - Mairie de Montauroux, 15 place de la Mairie, 83470 Montauroux,

Ou transmises par courriel à :

commissaire.enqueteur@mairie-montauroux.fr

Elles pourront également être transmises via l'adresse mail suivante :

enquete publique 5983@registre-dematerialise.fr

Les contributions transmises par courriel seront publiées dans les meilleures délais sur le registre dématérialisé :

<http://www.registre-dematerialise.fr/5983> et donc visibles par tous.

Permanences du Commissaire enquêteur : Le public sera reçu en mairie :

Mardi 4 novembre de 14h à 17h

Vendredi 14 novembre de 8h30 à 12h

Mercredi 19 novembre de 14h à 17h

Jundi 20 novembre de 8h30 à 12h

Jeudi 4 décembre de 14h à 17h

À la clôture de l'enquête, le Commissaire enquêteur remettra son rapport et ses conclusions motivées dans un délai d'un mois.

Ces documents seront consultables en mairie et sur le site internet de la commune pendant un an. Le projet de PLU, éventuellement modifié, sera ensuite soumis au Conseil municipal pour approbation.

La Mairie,
Jean-Yves Huet
220104

9.8 Parutions complémentaires dans la presse

9.8.1 Journal n°1 :

ACTUALITÉ LOCALE

SAINTE-RAPHAËL

Le salon Var emplois à domicile donne rendez-vous vendredi

L'édition 2025 du salon Var emplois à domicile a lieu ce vendredi, de 9h à 15h, au Palais des Congrès de Saint-Raphaël. Une journée organisée par le Département du Var et France Travail pour permettre de découvrir les métiers des Services autonomie à domicile (SAD). Un secteur porteur, qui a besoin de main d'œuvre afin de garantir la prise en charge des personnes âgées et des personnes en situation de handicap. Quatre espaces seront proposés : un premier pour découvrir les métiers et besoins des publics. Les visiteurs pourront ensuite rencontrer des professionnels du secteur, avant de découvrir les formations proposées. Ils pourront, enfin, déposer une candidature au sein des 20 Services autonomie à domicile qui recrutent sur le territoire.

OLIOULES

Deux journées d'échanges sur les traumatismes complexes

Le Département et le Collectif varois des associations de protection de l'enfance (COVAPE) organisent, lundi 17 et mardi 18 novembre, deux journées d'échanges autour de la thématique « Croisons nos regards : développements des pratiques sensibles au trauma complexe », à Châteauvallon à Ollioules, de 9h à 17h30, en compagnie du neuropsychiatre Boris Cerulnyk. Objectif : favoriser la réflexion collective, initier un changement durable des pratiques professionnelles de la protection de l'enfance et structurer un espace pluriprofessionnel de co-construction et d'expérimentation.

M A ANNONCES LÉGALES
HABILITÉ À PUBLIER PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
VAR
Tél. 04 91 57 75 74 annonceslegales@lamarseillaise.fr

COMMUNE DE TAVERNES

Enquête publique

Modification n°1 de droit commun du Plan Local d'Urbanisme

Par arrêté municipal n°199 PA du 7/10/2025, modifié par l'arrêté municipal n°2025-0611/2025 le Maire de la commune de Tavernes a décidé d'ouvrir une enquête publique sur la modification n°1 de droit commun du Plan Local d'Urbanisme (PLU) qui se déroulera du 3 novembre 2025 à 8h30 au 5 décembre 2025 à 17h00.

Dans les publications presse qui ont précédé l'enquête publique et dans les publications publiées dans les dernières pages de l'enquête, l'adresse mail à utiliser pour déposer les observations est la suivante : enquete-publique-tavernes@outlook.fr. Les autres modalités de l'enquête publique précisées dans les publications précédentes restent inchangées.

202510648

COMMUNE DE CAMPS LA SOURCE

ENQUÊTE PUBLIQUE RELATIVE À LA MODIFICATION N°7 DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Par arrêté du 3 novembre 2025, Mr le Maire de Camps la Source a ordonné l'enquête publique sur le projet de modification n°7 du Plan Local d'Urbanisme (PLU). Au terme de cette enquête publique, ce document sera déclaré définitivement approuvé par le Conseil Municipal. A cet effet, Mr Jean-Claude MUSCATELLI a été désigné comme commissaire enquêteur.

L'enquête publique se déroulera à la mairie du vendredi 28 novembre 2025 à 9h au mercredi 7 janvier 2026 à 17h inclus aux heures habituelles de fonctionnement de la mairie. Chaque personne peut prendre connaissance du dossier et soit constater ses observations sur le dossier d'enquête, soit les adresser par écrit au commissaire enquêteur à la mairie de Camps la Source ou par voie électronique à l'adresse suivante : enquetepubliquecampslasource@gmail.com

Le Commissaire Enquêteur recevra le public en mairie de Camps la Source aux jours et heures suivants : le vendredi 28 novembre 2025 de 9h à 12h (début de l'enquête), le mercredi 3 décembre 2025 de 14h à 17h, le mardi 9 décembre 2025 de 9h à 12h, le jeudi 18 décembre 2025 de 9h à 12h, le mercredi 7 janvier 2026 de 14h à 17h (fin de l'enquête).

L'accès à l'enquête publique est consultable en mairie, sur tous les lieux habituels d'affichage, et sur le site internet de la commune. Le rapport du commissaire enquêteur et ses conclusions seront transmis au Maire dans un délai d'un mois à l'expiration de l'enquête et seront tenus à la disposition du public en mairie de Camps la Source ; les personnes intéressées pourront en obtenir communication.

Le Maire
David CLERCX
202510600

Face à l'extrême droite, la gauche unie veut riposter

FRÉJUS

Dans une ville dirigée par le RN depuis 2014, la liste d'union de gauche « Fréjus Riposte » entend proposer un projet « démocratique, sociale, solidaire, écologique », en vue des municipales de 2026.



« Nous dénonçons les listes dites sans étiquettes où sont masqués les vrais choix » fusige « Fréjus Riposte », qui assume son ancrage à gauche. PHOTO DR

Dénonçant « une gestion du budget calamiteuse » et estimant que « l'argent public doit être au service de la population et non de l'enrichissement de quelques-uns », les progressistes et les partis de gauche (PCF, Les Écologistes, PS, LFI, L'Après) de Fréjus se réunissent sous la bannière « Fréjus Riposte ». Ce collectif se présente comme un rassemblement « de citoyens, pour certains engagés, des militants associatifs, des syndicalistes, ainsi que les membres des partis de gauche et écologistes », en vue des élections municipales. La tête de liste sera élue par les listiers. Le collectif lance un « appel au rassemblement sur un programme progressiste, coconstruit et partagé » avec « la population », détaille Cathie Klink, l'une de ses membres.

Un défi de taille car, à Fréjus,

comme dans d'nombreuses villes varoises, les valeurs progressistes ont du mal à se faire une place au soleil, se trouvant dans l'ombre d'un conservatisme patient et solidement arrimé. Le dernier parti de gauche à avoir dirigé la troisième ville du Var était la SFIO... d'autour 1944 à mars 1959. Depuis, la droite puis l'extrême droite se partagent le pouvoir, le RN ayant réussit à prendre la mairie, en 2014, avec David Rachline.

Depuis, la situation économique de la Ville, déjà fragile, est devenue critique : de 135 millions d'euros en 2014, la dette avait chuté à 127,5 millions en 2018, avant d'exploser et d'avoir mis les 153 millions, en 2024. En conséquence, dans son rapport 2025, la Chambre régionale des comptes (CRC) met en avant des « points faibles » sur la gestion financière municipale, soulignant des dépenses de 22,93 millions d'euros « qui ne sont rattacheables à aucun numéro de marché », c'est-à-dire sans mise en concurrence. Ces faits ont conduit au procès du maire pour prise illégale d'intérêt le 30 septembre (la décision sera rendue le 27 janvier), une amende de 10 000 euros a été requise, et à une perquisition de la mairie, en mars, dans le cadre d'une enquête pour corruption de marchés publics.

« Justice fiscale et sociale »

Le collectif de gauche « Fréjus Riposte » veut ainsi « chasser l'extrême droite et barrer la route à la droite. Il faut rompre avec les politiques de la spéculation, des affaires, empêcher les promoteurs de dicter l'avenir de notre ville. Réhabiliter

les services publics, affaiblis par des années de politique libérale au détriment de la qualité de vie de tous, au niveau de la santé, de la sécurité, du transport collectif, des services de l'eau et des déchets. » Le collectif pointe aussi le tourisme, « un atout économique qui se développe malheureusement trop souvent au détriment des Fréjusiens », dont « 18 % vivent dans la pauvreté ».

Parmi les projets évoqués, la création de « pôles universitaires et professionnels » pour accompagner le développement de la ville, des solutions de logement pour les plus précaires, l'arrêté « la bétonisation au mépris de l'urgence écologique », et de futures propositions centrées autour d'une idée : faire de Fréjus la ville de « la justice fiscale et sociale, de la solidarité, du service public de qualité et de la démocratie participative. La ville où le vivre ensemble, l'humain d'abord, se conjuguent avec l'intérêt général ». Adam Benhammouda



LA VALETTE-DU-VAR.

Une cérémonie pour les cadets de la gendarmerie

Le regroupement de gendarmerie du Var, établi à La Valette, organisait, ce mardi 11 novembre, la cérémonie de remise des brevets à la promotion 2025 de ses cadets. Un événement venu clôturer 15 jours d'immersion pour ces jeunes de 15 à 17 ans, qui leur permet de découvrir et de créer des liens avec la gendarmerie, développer une culture de l'engagement et valoriser les territoires, leur dynamisme et leur patrimoine culturel en lien avec les associations patriotiques et mémorielles. Par ailleurs, les plus âgés d'entre eux (17 ans) peuvent désormais s'engager comme réservistes. Ad.B. PHOTO DR

